

MISE EN PLACE DU COMITÉ CONSULTATIF INDÉPENDANT EXTERNE DE SUPERVISION DE L'ONUSDA

Rapport du Bureau du CCP Décisions approuvées par le CCP en intersession

Documents supplémentaires relatifs à ce point de l'ordre du jour :

Action requise lors de cette réunion—le Conseil de coordination du programme est invité à :

Voir les projets de décisions dans le paragraphe 59 ci-dessous :

- *rappeler* le projet de décision 13.3 de la 47e réunion du CCP approuvant les termes de référence du Comité consultatif indépendant externe de supervision de l'ONUSIDA (CCIES) ;
- *prendre note* du rapport de la mise en place du CCIES de l'ONUSIDA ;
- *approuver* la composition du CCIES de l'ONUSIDA du 2022–2023 telle que soumise par le Bureau du CCP ; et
- *attendre* le premier rapport du CCIES de l'ONUSIDA à la 50e réunion du CCP en juin 2022.

Implications en termes de coûts de la mise en œuvre des décisions : aucune

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
CONTEXTE	4
PROCESSUS D'ÉTABLISSEMENT DU COMITÉ CONSULTATIF INDÉPENDANT EXTERNE DE SUPERVISION DE L'ONUSIDA	5
SOUSSION DU RÉSULTAT DES TRAVAUX DU COMITÉ DE SÉLECTION AU BUREAU DU CCP	9
PROJET DE POINTS DE DÉCISION	11
ANNEXES	12
Annexe 1 : Termes de référence du Comité consultatif indépendant externe de supervision de l'ONUSIDA	12
Annexe 2 : Termes de référence de la société de recrutement	18
Annexe 3 : Termes de référence du Comité de sélection pour le Comité consultatif indépendant externe de supervision de l'ONUSIDA	21
Annexe 4 : Outil de notation pour l'évaluation des candidats au Comité consultatif indépendant de supervision de l'ONUSIDA (élaboré par le mécanisme d'aide au recrutement)	25
Annexe 5 : Curriculum Vitae pour la proposition de sélection finale des candidats	26

INTRODUCTION

1. Lors de la 45e réunion du Conseil de Coordination du Programme (CCP) en décembre 2019, le CCP a convenu d'établir un Comité consultatif indépendant externe de supervision et a approuvé les termes de référence du comité (Annexe 1) dans le point de décision 13.3 : « *Accepte d'établir un Comité consultatif indépendant externe de supervision, approuve les termes de référence tels que décrits à l'Annexe 3 du rapport et accepte de revoir, avec les contributions du Comité consultatif de supervision externe, les termes de référence au moins tous les 3 ans ou plus tôt s'il le demande ;* »

CONTEXTE

2. Le Corps commun d'inspection (CCI) est le seul organe de contrôle externe indépendant du système des Nations Unies mandaté pour mener des évaluations, des inspections et des enquêtes à l'échelle du système. Son mandat est d'examiner les questions transversales et d'agir en tant qu'agent de changement dans l'ensemble du système des Nations unies. Le CCI s'efforce de garantir l'efficacité de la gestion et de l'administration et de promouvoir une meilleure coordination entre les agences des Nations Unies et avec d'autres organes de contrôle internes et externes.
3. [L'examen de la gestion et de l'administration du Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida \(ONUSIDA\) \(JIU/REP/2019/7\)](#) a été réalisé dans le cadre du programme de travail 2018 du CCI, mais a été suspendu en juillet 2018 en raison d'un chevauchement avec deux autres examens indépendants, qui ont également été commandés à ce moment-là. Le CCI était également préoccupé par le fait que des examens simultanés affecteraient la disponibilité du personnel. Début 2019, un nouveau calendrier a été discuté avec la haute direction du Secrétariat de l'ONUSIDA et le CCI a repris son examen. La réponse a été complétée le 13 novembre 2019, après la réception par le directeur exécutif du rapport final du CCI.
4. L'objectif de l'examen était de fournir une évaluation indépendante des cadres réglementaires et des pratiques connexes concernant la gestion et l'administration de l'ONUSIDA, afin de mettre en évidence les domaines à améliorer. L'examen s'est concentré sur les domaines suivants :
 - planification stratégique et opérationnelle ;
 - gouvernance ;
 - surveillance et responsabilisation et
 - gestion des ressources humaines et services administratifs
5. Sur la base de l'examen, les Inspecteurs du CCI ont formulé des recommandations formelles et informelles en vue d'une amélioration. Trois des huit recommandations formelles devaient être examinées par le CCP et cinq par le directeur exécutif de l'ONUSIDA, ainsi que 25 autres recommandations informelles.
6. En 2019, le Conseil a décidé de créer un groupe de travail du CCP chargé d'examiner les recommandations du CCI adressées au CCP et de fournir des conseils sur leur mise en œuvre. Conformément au point de décision 9.2 de la 45e réunion du Conseil de Coordination du Programme, le groupe de travail a fourni au CCP les livrables suivants :
 - a présenté un rapport d'avancement lors de la 46e réunion du CCP en juin 2020 ;
 - a tenu un briefing du CCP sur les options qui seront proposées lors de la 47e réunion du CCP et

- a présenté son rapport final avec les options de mise en œuvre lors de la 47e réunion du CCP en décembre 2020.
7. En décembre 2019, le groupe de travail du CCP sur les recommandations du CCI a présenté son [rapport au CCP](#) et les [décisions](#) découlant de ces recommandations ont été prises par le Conseil lors de sa 47e réunion. Ce rapport répond aux décisions suivantes :
- 13.2 *Approuve* la clarification des rôles de supervision et de responsabilisation du Conseil de Coordination du Programme, et approuve l'annexe « Rôles de supervision et de responsabilisation du Conseil de Coordination du Programme » comme annexe 4 du Modus operandi ;
 - 13.3 *Convient* d'établir un Comité consultatif indépendant externe de supervision, approuve les termes de référence tels que décrits dans l'annexe 3 du rapport et accepte de revoir, avec les contributions du comité consultatif de contrôle externe, les termes de référence au moins tous les 3 ans ou plus tôt s'il le demande ;
8. Les termes de référence (voir Annexe 1) du Comité consultatif indépendant externe de supervision (CCIES) de l'ONUSIDA, approuvés par le CCP lors de sa 47e réunion en décembre 2020, définissent le processus requis pour établir le CCIES.
9. Le paragraphe 18 des termes de référence du CCIES stipule que les membres du CCIES sont nommés par le CCP à l'issue d'un processus de sélection comme suit :
- « Le directeur exécutif de l'ONUSIDA, en consultation avec le bureau du CCP :
 - a) lance un appel à manifestation d'intérêt de personnes dûment qualifiées et expérimentées par le biais d'annonces dans des magazines et/ou journaux internationaux réputés à large diffusion géographique, ainsi que sur l'internet ;
 - b) informe les membres du CCP et les observateurs du processus de recrutement ;
 - c) engage un consultant externe ou une société de recrutement professionnelle spécialisée dans le recrutement pour les postes de haut niveau, pour sélectionner toutes les candidatures, interviewer les candidats jugés aptes et préparer une liste restreinte des candidats les plus appropriés sur la base des critères de recrutement. Lors de la finalisation de la liste restreinte, il sera dûment tenu compte de la diversité mentionnée au paragraphe 10. Le consultant fournit un rapport contenant une brève évaluation des candidats non retenus ; et
 - d) constitue un Comité de sélection ; les décisions du Comité de sélection seront prises par consensus ; si un consensus ne peut être atteint, la question sera soumise au Bureau du CCP.
 - Le Bureau du CCP examine la sélection finale des candidats et, s'il est en plein accord, la soumet au CCP pour examen final et approbation. Si le Bureau ne parvient pas à un accord complet, la question sera soumise au CCP. »

PROCESSUS D'ÉTABLISSEMENT DU COMITÉ CONSULTATIF EXTERNE DE SUPERVISION DE L'ONUSIDA

10. Un résumé complet de la réunion du Bureau du CCP du 15 janvier 2021 est disponible à l'adresse suivante : [Bureau du CCP de l'ONUSIDA 15 janvier 2021 | ONUSIDA](#). Voici les points clés de cette réunion.
11. À la suite à l'approbation des termes de référence du CCIES, le Bureau du CCP a reçu sa première mise à jour du Directeur exécutif de l'ONUSIDA sur la création du Comité. Le Directeur exécutif avait l'intention de lancer rapidement le recrutement d'un

consultant externe ou d'une société de recrutement professionnelle afin que les membres puissent être sélectionnés le plus rapidement possible pour l'approbation du CCP intersessionnel. Le Comité aurait pour objectif de fournir son premier rapport annuel officiel en juin 2022.

12. Le Directeur exécutif a déclaré son intention de travailler en étroite collaboration avec les membres du Bureau du CCP tout au long du processus et de tenir les membres du CCP informés par le biais de mises à jour régulières au Bureau.
13. Les membres du Bureau ont souligné l'importance d'allouer le temps nécessaire pour trouver et sélectionner des membres qualifiés, en particulier à la lumière de la crise du COVID-19.
14. Un résumé complet de la réunion du Bureau du CCP du 30 avril 2021 est disponible à l'adresse suivante : [Bureau du CCP de l'ONUSIDA 30 avril 2021 | ONUSIDA](#). Voici les points clés de cette réunion.
15. Lors de la réunion du Bureau du CCP du 30 avril 2021, le Secrétariat a noté que, à la suite des leçons tirées du processus de nomination du Directeur exécutif, il a été déterminé qu'une société de recrutement professionnelle serait la mieux placée pour lancer l'appel à manifestation d'intérêt. C'est pourquoi le Secrétariat a lancé un appel à propositions pour la société de recrutement afin de lancer le processus. Compte tenu du délai de mise en place du comité de contrôle, le Secrétariat a contacté toutes les entreprises qui avaient un accord à long terme avec les entités de l'ONU pour effectuer de telles recherches.
16. Au total, six sociétés ont été contactées et trois ont soumis des propositions à l'examen et à la sélection du bureau du PCB. Avant la réunion, les membres du Bureau avaient soumis une évaluation des aspects techniques des trois propositions.
17. Les membres du Bureau du CCP ont examiné et discuté leur notation technique des propositions sur la base de cinq critères :
 - expérience pertinente,
 - stratégie de recherche,
 - screening,
 - diligence raisonnable, et
 - soutien aux entretiens.
18. À la suite de leur discussion sur les mérites techniques des propositions, les membres du Bureau ont convenu d'un classement des propositions. Les propositions financières ont ensuite été présentées aux membres du Bureau pour examen. Dans leur examen final des propositions, les membres du Bureau ont attribué 70 % du classement à l'aspect technique et 30 % à l'aspect financier. Le Bureau a convenu par consensus de l'offre gagnante.
19. La recommandation du Bureau a été communiquée au Directeur exécutif qui a ensuite finalisé l'engagement de la société de recrutement professionnelle, sur la base du processus mené par le Bureau et conformément aux règles et règlements de l'ONUSIDA. Les termes de référence de la société de recrutement professionnelle sont inclus dans l'annexe 2.
20. Un résumé complet de la réunion du Bureau du CCP du 18 juin 2021 est disponible à l'adresse suivante : [Bureau du CCP de l'ONUSIDA 18 juin 2021 | ONUSIDA](#). Voici les points clés de cette réunion.

21. Le Bureau du CCP a rencontré la société de recrutement sélectionnée, Oxford HR Consultants, pour discuter de la création du CCIES. La réunion a examiné une série de questions que la société de recrutement avait soumises à l'avance au Directeur exécutif et au Bureau du CCP.
22. Oxford HR a présenté brièvement son travail et a indiqué qu'il attendait avec impatience le point de vue du Bureau sur les prochaines étapes et les priorités de son travail, y compris sur l'éventail des annonces et la taille de la réserve de candidats à soumettre à l'examen du Comité de sélection.
23. Le Bureau a fourni des orientations sur les questions, y compris sur les domaines liés à l'équilibre des compétences et de l'expérience pour le comité ; le nombre approprié de candidats pour la liste restreinte à examiner par le Comité de sélection ; et l'approche proposée pour les annonces.
24. Un résumé complet de la réunion du Bureau du CCP du 15 juillet 2021 est disponible à l'adresse suivante : [Bureau du CCP de l'ONUSIDA 15 juillet 2021 | ONUSIDA](#). Voici les points clés de cette réunion.
25. À la suite de la discussion productive du Bureau du CCP avec la société de recrutement sur sa stratégie d'annonce proposée, Oxford HR a soumis à l'examen du Bureau du CCP une proposition de coût pour les annonces et un calendrier révisé pour l'achèvement de son travail.
26. Avec l'accord du Bureau, des annonces mondiales provenant d'un large éventail de sources, y compris dans *l'Economist* et dans *Jeune Afrique*, ont été diffusées pour soutenir la recherche d'un comité équilibré qui répondrait aux exigences énoncées dans les termes de référence.
27. Un résumé complet de la réunion du Bureau du CCP des 20 et 27 septembre est disponible à l'adresse suivante : [Bureau du CCP de l'ONUSIDA 20& 27 septembre 2021 | ONUSIDA](#). Voici les points clés de cette réunion.
28. Le Bureau a reçu une mise à jour sur l'établissement du CCIES.
29. La société de recrutement externe a fourni un certain nombre de livrables, notamment un dossier de candidature, la publication d'annonces et un outil de sélection des candidats, pour approbation par le Bureau du CCP. Ensuite, la société a entamé un processus de recherche ciblée et a contacté plus de 80 personnes. Les publicités avaient suscité des réactions encourageantes.
30. Les membres du Bureau avaient également reçu un document de référence, rédigé par la société de recrutement, qui expose le processus d'évaluation prévu pour les candidats potentiels, ainsi que les projets de questions d'entretien. Le Bureau a émis des conseils pour veiller à ce que les questions d'entretien permettent une diversité d'expériences appropriée et une adéquation avec les valeurs clés de l'ONUSIDA.
31. Conformément aux termes de référence, la société de recrutement externe était chargée de mener des entretiens avec de nombreux candidats, puis de fournir une liste restreinte au Comité de sélection. Le Comité de sélection devait alors examiner la liste restreinte des candidats et fournir une liste finale de membres du comité recommandés à l'attention du Bureau du CCP. Si le Bureau du CCP était entièrement d'accord, il transmettrait la liste au CCP pour examen final et approbation.

32. La composition du Comité de sélection n'était pas clairement définie dans les termes de référence. Après consultation d'un conseiller juridique, deux options ont été présentées au Bureau du PCB pour examen :
- **Option 1** : établir un Comité de sélection composé de 3 à 5 experts issus des comités de surveillance des coparrainants existants ;
 - **Option 2** : établir un Comité de sélection composé de 10 à 12 membres nommés par chaque groupe constitutif du CCP (5 groupes régionaux d'États membres représentés, les coparrainants et la délégation des ONG) ainsi que des membres du Secrétariat.
33. Le Bureau du CCP a reconnu les avantages des deux options et l'importance d'une composition rapide du Comité de sélection. Les membres du Bureau ont proposé d'envisager une option hybride dans laquelle les nominations d'experts sont sollicitées auprès des groupes constitutifs, tout en valorisant à la fois l'expertise et une large participation à la constitution du Comité de contrôle.
34. Enfin, lors de l'évaluation des candidats, la société de recrutement externe a évoqué des questions liées à d'éventuels conflits d'intérêts. Les termes de référence du CCIES stipulent que les membres du comité doivent rester indépendants et libres de tout conflit d'intérêt réel ou perçu. Les termes de référence stipulent en outre, au paragraphe 15, que les membres doivent :
- a. « ne pas se livrer à des activités qui pourraient créer un conflit d'intérêts susceptible de nuire à leur indépendance vis-à-vis de l'ONUSIDA ;
 - b. ne pas être actuellement, ou avoir été au cours des trois années précédant la nomination au CCIES, employé ou engagé à quelque titre que ce soit par le Secrétariat de l'ONUSIDA, ou avoir un membre de sa famille immédiate travaillant pour le Secrétariat de l'ONUSIDA ou ayant une relation contractuelle avec lui ; le membre ne doit pas non plus avoir été candidat à un emploi au Secrétariat de l'ONUSIDA au cours de la même période ;
 - c. ne pas être actuellement, et ne pas avoir été au cours des trois années précédant la nomination au CCIES, membre d'une délégation au CCP de l'ONUSIDA, ni avoir un membre de sa famille immédiate membre d'une délégation au CCP ;
 - d. ne pas être actuellement, ou avoir été au cours des trois années précédant la nomination au CCIES, un employé d'un membre du Groupe de vérificateurs externes des comptes des Nations unies ou un membre du Corps commun d'inspection ; et
 - e. ne prétendre à aucun emploi de haut niveau au sein du secrétariat de l'ONUSIDA pendant les trois années qui suivent immédiatement le dernier jour de leur mandat au sein du CCIES. »
35. Pour définir plus précisément les activités qui « pourraient poser un conflit d'intérêts susceptible de nuire à leur indépendance vis-à-vis de l'ONUSIDA », une série de scénarios potentiels a été soumise au Bureau. Il s'agit notamment de situations dans lesquelles des personnes siègent au conseil d'administration d'organisations ou travaillent pour des organisations ayant un lien ou une relation étroite avec le Programme commun, siègent aux comités consultatifs techniques d'une organisation étroitement liée au travail de l'ONUSIDA ou ont une relation contractuelle avec un coparrainant de l'ONUSIDA.
36. Le Bureau du CCP a constaté que les relations de travail ou contractuelles avec les coparrainants ou les organisations entretenant des relations financières avec l'ONUSIDA pourraient poser un conflit d'intérêts, mais a souligné l'importance de ne pas restreindre excessivement la liste des membres potentiels dans la plupart des autres cas.

37. Un résumé complet de la réunion du Bureau du CCP du 4 novembre est disponible à l'adresse suivante : [Bureau du CCP de l'ONUSIDA 4 novembre 2021 | ONUSIDA](#). Voici les points clés de cette réunion.
38. Le Bureau du CCP a reçu une mise à jour sur l'établissement du CCIES, y compris l'état des candidatures au Comité et l'établissement du Comité de sélection.
39. Les candidatures pour le CCIES ont été clôturées en octobre 2021, avec un total de 200 candidatures reçues.
40. La société de recrutement avait commencé le processus d'identification de la liste restreinte de 22 candidats pour la liste d'entretien, en visant un équilibre entre les sexes et les zones géographiques dans la mesure du possible, en plus de l'identification des conflits d'intérêts disqualifiants conformément aux directives du Bureau du CCP et aux termes de référence. La société de recrutement a noté les principaux problèmes liés à la réalisation de cet équilibre :
- un manque relatif de candidats d'Europe de l'Est et de la région Amérique latine et Caraïbes ; et
 - une pénurie relative de candidats francophones par rapport aux anglophones.
41. Un appel à candidatures pour le Comité de sélection a été diffusé aux parties prenantes du CCP à la mi-octobre 2021, sur la base des termes de référence élaborés par le Bureau et le Secrétariat du CCP (voir Annexe 3). Le Comité de sélection s'attendait à recevoir un rapport final des candidats présélectionnés de la part de la société de recrutement, une fois la procédure d'entretien terminée.

SOUSSION DU RÉSULTAT DES TRAVAUX DU COMITÉ DE SÉLECTION AU BUREAU DU CCP

42. Comme suite à l'appel à nominations lancé par les parties prenantes du CCP, le Comité de sélection était composé des personnes suivantes.

Dr Yiming Shao Expert en chef sur le sida, CDC chinois, Président du Comité de sélection
M. Matthew Gowaseb Partenaire principal, Matthew Gowaseb and Associates, Inc (société de conseil)
M. Niall Fry Chef d'équipe pour l'équipe chargée des politiques de l'OMS, Direction de la santé mondiale, FCDO
Mme Amalia Lo Faso Comité consultatif d'audit de l'UNICEF
Ferenc Bagyinszky Coordinateur exécutif de AIDS Action Europe, accueilli par Deutsche Aidshilfe
Sonal Mehta Directrice régionale - Fédération internationale pour la planification familiale Région Asie du Sud

43. Le 24 décembre 2021, le Président du Comité de sélection, le Dr Yiming Shao, a soumis les résultats des travaux du Comité de sélection et les résumés de ses réunions au Bureau 2021 du CCP pour confirmation et au Directeur exécutif de l'ONUSIDA.
44. Le Comité de sélection s'est réuni deux fois, le 20 novembre et le 13 décembre 2021.
45. Lors de sa première réunion, le 20 novembre 2021, le Comité de sélection a reçu une présentation donnant un aperçu du programme commun, y compris de son modèle de gouvernance unique, suivie d'une introduction à la création du CCIES.
46. Le Comité de sélection a discuté des méthodes de travail, y compris de la nomination de son président, le Dr Yiming Shao. Le mécanisme de soutien au recrutement, Oxford HR, a donné un aperçu du processus de recherche et a présenté l'outil de notation pour évaluer les candidats (voir annexe 4). Les membres conviennent de soumettre leur notation des candidats avant la deuxième réunion du Comité.
47. Avant sa deuxième réunion, le Comité de sélection a reçu le rapport final de la société professionnelle de recrutement ainsi que les CV et déclarations d'intérêt des 15 candidats présélectionnés.
48. Lors de la deuxième réunion du Comité, le 13 décembre 2021, les membres ont discuté de leurs notes individuelles des candidats, qui avaient été consolidées avant la réunion. Les membres ont reconnu à l'unanimité le haut niveau des 15 candidats présélectionnés, qui ont été jugés aptes à siéger au comité à titre individuel. Les membres ont également reconnu l'excellent résultat de la recherche menée par Oxford HR Consultants.
49. Tout en reconnaissant que certaines organisations des Nations Unies de taille similaire composent des comités de cinq membres, le Comité de sélection s'est prononcé en faveur d'un comité de sept membres afin de permettre l'inclusion de divers ensembles de compétences et d'obtenir un comité équilibré.
50. Lors de l'examen de la liste finale des sept candidats proposés, le Comité de sélection a pris en considération : la notation technique, la représentation géographique (en veillant à ce que la région la plus touchée par le VIH, l'Afrique, soit bien représentée), l'équilibre entre les sexes, et l'inclusion de compétences spécifiques pour garantir une large expertise dans la mise en œuvre de programmes et de partenariats en matière de VIH, ainsi qu'une expérience plus traditionnelle en matière de surveillance, comme indiqué dans les termes de référence.
51. Un membre a été excusé car elle n'a pas pu effectuer de notations ni être présente à cette réunion pour des raisons personnelles imprévues. Un autre membre était absent à la réunion pour des raisons médicales, mais avait pu effectuer la notation. Tous deux ont confirmé leur confiance dans le Comité de sélection pour finaliser la sélection. Les deux membres étaient excusés.
52. Le Comité de sélection a approuvé une liste de sept candidats à soumettre au Bureau du CCP. Après un examen final des conflits d'intérêts des candidats, il a été déterminé qu'un candidat avait un conflit d'intérêts potentiellement disqualifiant. Le Comité de sélection a accepté de remplacer le candidat en question par un autre candidat tout aussi qualifié, tout en maintenant l'équilibre des compétences au sein du comité proposé.

53. Le Comité de sélection a convenu de soumettre au Bureau du CCP la liste courte révisée des candidats pour examen (voir annexe 5 pour les CV détaillés et les lettres de motivation des sept candidats sélectionnés) :
- Saad Bounja,
 - David Kanja,
 - Bushra Malik,
 - Ibrahim James Pam,
 - Benoit de Schoutheete,
 - Hélène Rossert, et
 - Agnieszka Slomka Golebiowska.
54. Le Bureau du CCP et le Directeur exécutif de l'ONUSIDA ont salué le calibre des membres sélectionnés et le travail approfondi du Comité de sélection. Compte tenu du nombre de candidats qualifiés, il a été convenu que les candidats non hautement qualifiés qui ont été sélectionnés lors de ce tour seraient inclus dans une liste pour une considération future, sous réserve de leur accord. Le Bureau 2021 du CCP a examiné la sélection finale des candidats et, conformément aux termes de référence, a accepté de soumettre la composition proposée au CCP pour examen final et approbation.
55. Compte tenu du calendrier, le Bureau 2021 du CCP a accepté de transmettre les travaux restants sur la création du CCIES de l'ONUSIDA au Bureau du CCP de 2022 pour le processus décisionnel intersessionnel.
56. Lors de la première réunion du Bureau 2022 du CCP, qui s'est tenue le 4 février 2022, le Bureau s'est réuni pour discuter de la création de la CCIES. Avant la réunion, le Bureau du CCP a reçu le résumé des travaux du Comité de sélection. Le Bureau 2022 a invité le Bureau 2021 du CCP à fournir un contexte supplémentaire et à répondre à toutes les questions.
57. Le Bureau a reçu une présentation du Secrétariat concernant le processus et le résultat final du Comité de sélection. Il a discuté du processus et des prochaines étapes pour l'achèvement de la mise en place du CCIES.
58. Suite à cette réunion, le Bureau du CCP a accepté de soumettre ce rapport sur la création du CCIES, ainsi que la proposition finale de composition du CCIES pour examen final et approbation par le CCP dans le cadre du processus décisionnel intersessionnel.

PROJET DE POINTS DE DÉCISION

59. Le Bureau du CCP est prié de :
- *rappeler* le projet de décision 13.3 de la 47e réunion du CCP approuvant les termes de référence du Comité consultatif indépendant externe de supervision de l'ONUSIDA ;
 - *prendre note* du rapport sur la mise en place du Comité consultatif indépendant externe de supervision de l'ONUSIDA ;
 - *approuver* la composition du Comité consultatif indépendant externe de supervision de l'ONUSIDA pour 2022–2023 telle que soumise par le Bureau du CCP ; et
 - *attendre* le premier rapport du Comité consultatif indépendant externe de supervision de l'ONUSIDA à la 50e réunion du CCP en juin 2022.

Annexes

Annexe 1 : Termes de référence du Comité consultatif indépendant externe de supervision de l'ONUSIDA

Contexte

En 2019, le Corps commun d'inspection des Nations unies a réalisé un examen du Programme commun des Nations unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) et a produit un rapport intitulé « Examen de la gestion et de l'administration de l'ONUSIDA », assorti d'une série de recommandations.

La Recommandation formelle n° 5 du Corps commun d'inspection était la suivante : « Le Conseil de coordination du programme devrait envisager de créer un comité de supervision externe et indépendant pour fournir des conseils d'expert indépendant au Comité de coordination du programme et au Directeur exécutif dans l'exercice de leurs responsabilités en matière de gouvernance et de supervision. »

En décembre 2020, lors de la 47e réunion du CCP de l'ONUSIDA, le CCP a approuvé la création d'un comité de supervision indépendant.

Objectif

1. Le Comité consultatif indépendant externe de supervision (CCIES) est un organe subsidiaire du Conseil de Coordination du Programme (CCP) de l'ONUSIDA, créé sous l'autorité du CCP, tel que défini par l'ECOSOC et décrit dans le Modus Operandi de l'ONUSIDA. Le CCIES est un organe consultatif mandaté pour fournir des conseils d'experts indépendants et externes au CCP et au Directeur exécutif de l'ONUSIDA dans l'exercice de leurs responsabilités de gouvernance et de surveillance, y compris l'évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne, de la gestion des risques et des processus de gouvernance de l'ONUSIDA. Le rôle de du CCIES est de renforcer la responsabilité et la surveillance au sein de l'ONUSIDA.
2. Le CCIES conseille le CCP et le directeur exécutif sur :
 - a) la qualité et le niveau des rapports financiers, de la gouvernance, de la gestion des risques et des contrôles internes au sein du secrétariat de l'ONUSIDA ;
 - b) les réponses et les mesures prises par la direction du secrétariat de l'ONUSIDA concernant les recommandations de l'audit interne et externe ;
 - c) l'indépendance, l'efficacité et l'objectivité des fonctions d'audit interne et externe ; et
 - d) l'interaction et la communication entre le CCP, le réviseur externe, l'auditeur interne, le responsable de l'éthique et la direction du Secrétariat de l'ONUSIDA.

Responsabilités

3. Les responsabilités spécifiques du CCIES consistent à conseiller le CCP et le directeur exécutif sur les points suivants :
 - a) Rapports financiers et rapports sur les résultats : examen des questions découlant des états financiers vérifiés et des rapports financiers et rapports sur les résultats produits pour le CCP.
 - b) Comptabilité : examen de la pertinence des méthodes comptables, des normes et des pratiques de divulgation, ainsi que des changements et des risques qui y sont liés.

- c) Audit externe : examen de la portée, du plan et de l'approche des travaux du vérificateur externe des comptes, et suivi des recommandations de l'audit externe.
- d) Audit interne : examen du champ d'application, du plan, des ressources, des performances de la fonction d'audit interne et de l'auditeur interne, ainsi que de la pertinence de l'indépendance de cette fonction, et suivi des recommandations de l'audit interne.
- e) Gestion des risques et contrôles internes : examiner l'efficacité des systèmes de contrôle interne du Secrétariat de l'ONUSIDA, y compris les pratiques de gestion et de gouvernance interne.
- f) Règlement financier et règles de gestion financière : examen du fonctionnement et de l'efficacité du règlement financier.
- g) Conformité : examen des systèmes établis par le secrétariat de l'ONUSIDA pour maintenir et promouvoir la conformité aux lois, règlements, politiques et normes élevées d'intégrité et de conduite éthique afin de prévenir les conflits d'intérêts.
- h) Suivi des questions et des tendances découlant des rapports financiers et des rapports de performance du Secrétariat de l'ONUSIDA, y compris les rapports d'audit, et conseil du CCP sur les implications pour l'ONUSIDA ;
- i) Examen de la fonction d'éthique, de la fonction d'enquête et des mesures prises pour prévenir la fraude, et fourniture de conseils à ce sujet ;
- j) Suivi de tous les rapports du CCI publiés et des recommandations pertinentes pour l'ONUSIDA ;
- k) Examen des rapports de l'auditeur interne et suivi du nombre d'enquêtes ouvertes et des progrès réalisés à l'issue des enquêtes sur les allégations de faute à l'encontre du personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA ;
- l) Établissement d'un plan de travail annuel comprenant le suivi et la surveillance de toute recommandation de contrôle interne et externe ;
- m) Fourniture d'une mise à jour annuelle au CCP ; et
- n) Réalisation de toute autre tâche compatible avec le mandat, à la demande du CCP.

Autorité

- 4. Par l'intermédiaire du Bureau du CCP, le CCIES aura l'autorité nécessaire, y compris le plein accès aux informations et aux dossiers au sein du Secrétariat de l'ONUSIDA afin d'exercer ses responsabilités, sous réserve des questions de vie privée et de confidentialité. L'accès aux informations et aux dossiers sera demandé par l'intermédiaire du Bureau du PCB.
- 5. Le CCIES aura un accès illimité et confidentiel à l'auditeur interne, à l'auditeur externe et au responsable de l'éthique.
- 6. Le mandat du CCIES peut être revu et révisé si nécessaire afin de répondre au mieux aux nouvelles priorités et aux nouveaux défis. Toute proposition de modification du mandat est soumise au CCP par l'intermédiaire de son Bureau pour approbation.
- 7. Le CCIES, en tant qu'organe consultatif, n'a ni autorité exécutive ni aucune autre responsabilité opérationnelle.

Composition

- 8. Le CCIES est composé de cinq à sept membres experts indépendants siégeant à titre personnel et dans le respect de l'éthique.

9. Pour assumer efficacement leur rôle, les membres du CCIES doivent posséder des connaissances, des compétences et une expérience de haut niveau dans au moins un des domaines suivants :
- a) les finances et l'audit ;
 - b) la structure de gouvernance et de responsabilité de l'organisation ;
 - c) la gestion des risques et le contrôle interne ;
 - d) les enquêtes ; et
 - e) la direction de haut niveau.

Collectivement, le comité doit posséder des connaissances, des compétences et une expérience de haut niveau dans tous les domaines susmentionnés.

10. La composition du Conseil doit refléter les éléments de la composition du Conseil de direction en tenant dûment compte des éléments suivants :
- a) la répartition géographique selon l'ECOSOC ;
 - b) l'équilibre entre les sexes ;
 - c) une expérience dans les secteurs public, privé et à but non lucratif ; et
 - d) le niveau de développement économique du pays.
11. Tous les membres du CCIES doivent posséder une solide connaissance des organisations onusiennes et/ou intergouvernementales.
12. Tous les membres du CCIES doivent maîtriser au moins une des deux langues de travail de l'ONUSIDA.
13. Les membres doivent comprendre le mandat, les valeurs et les objectifs du Programme commun de l'ONUSIDA, la structure de responsabilité, les règles pertinentes qui le régissent, ainsi que sa culture organisationnelle et son environnement de contrôle.

Indépendance

14. Le rôle du CCIES étant de fournir des conseils objectifs, les membres doivent rester indépendants et libres de tout conflit d'intérêts réel ou apparent.
15. Les membres du CCIES doivent :
- a) ne pas se livrer à des activités qui pourraient créer un conflit d'intérêts susceptible de nuire à leur indépendance vis-à-vis de l'ONUSIDA ;
 - b) ne pas être actuellement, ou avoir été au cours des trois années précédant la nomination au CCIES, employé ou engagé à quelque titre que ce soit par le Secrétariat de l'ONUSIDA, ou avoir un membre de sa famille immédiate travaillant pour le Secrétariat de l'ONUSIDA ou ayant une relation contractuelle avec lui ; le membre ne doit pas non plus avoir été candidat à un emploi au Secrétariat de l'ONUSIDA au cours de la même période ;
 - c) ne pas être actuellement, et ne pas avoir été au cours des trois années précédant la nomination au CCIES, membre d'une délégation au CCP de l'ONUSIDA, ni avoir un membre de sa famille immédiate membre d'une délégation au CCP ;
 - d) ne pas être actuellement, ou avoir été au cours des trois années précédant la nomination au CCIES, un employé d'un membre du Groupe de vérificateurs externes des comptes des Nations unies ou un membre du Corps commun d'inspection ; et
 - e) ne prétendre à aucun emploi de haut niveau au sein du secrétariat de l'ONUSIDA pendant les trois années qui suivent immédiatement le dernier jour de leur mandat au sein du CCIES.

16. Les membres du CCIES siègent à titre personnel et ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions concernant leur travail au sein du CCIES de la part d'un gouvernement, d'un constituant ou de toute autre autorité interne ou externe à l'ONUSIDA.
17. Avant la première réunion prévue du CCIES de chaque année civile, les membres du CCIES signent une déclaration annuelle d'indépendance et une déclaration d'intérêts financiers. Les membres doivent également informer le président du CCP de tout changement dans leur situation professionnelle ou de toute autre question qui pourrait être perçue comme exerçant une influence sur leur indépendance ou leur capacité d'agir. En outre, les membres signeront une déclaration de confidentialité concernant leur travail en tant que membre du CCIES.

Sélection, nomination et durée du mandat

18. Les membres du CCIES sont nommés par le CCP à l'issue du processus de sélection exposé dans les paragraphes suivants.
19. Le directeur exécutif de l'ONUSIDA, en consultation avec le bureau du CCP :
 - a) lance un appel à manifestation d'intérêt de personnes dûment qualifiées et expérimentées par le biais d'annonces dans des magazines et/ou journaux internationaux réputés à large diffusion géographique, ainsi que sur l'internet ;
 - b) informe les membres du CCP et les observateurs du processus de recherche ;
 - c) engage un consultant externe ou une société de recherche professionnelle spécialisée dans le recrutement pour les postes de haut niveau, pour sélectionner toutes les candidatures, interviewer les candidats jugés aptes et préparer une liste restreinte des candidats les plus appropriés sur la base des critères de recrutement. Lors de la finalisation de la liste restreinte, il sera dûment tenu compte de la diversité mentionnée au paragraphe 10. Le consultant fournit un rapport contenant une brève évaluation des candidats non retenus ; et
 - d) constitue un comité de sélection ; les décisions du comité de sélection seront prises par consensus ; si un consensus ne peut être atteint, la question sera soumise au Bureau du CCP.
20. Le Bureau du CCP examine la sélection finale des candidats et, s'il est en plein accord, la soumet au CCP pour examen final et approbation. Si le Bureau ne parvient pas à un accord complet, la question sera soumise au CCP.
21. Les membres du CCIES sont nommés pour un mandat de deux ans. Les mandats sont renouvelables pour un second et dernier mandat de deux ans, qui ne doit pas nécessairement être consécutif. Toutefois, lors de la première réunion du CCIES, la moitié des membres du comité seront invités à effectuer un seul mandat de trois ans afin de permettre un remplacement échelonné des membres au moment du renouvellement, ce qui permettra de garantir que tous les membres n'achèvent pas leur mandat en même temps. Par la suite, tous les mandats renouvelables seront de deux ans seulement.
22. Le poste de président est renouvelable et est choisi par les membres du CCIES en leur sein ; le président exerce cette fonction pendant un maximum d'un mandat de son appartenance au CCIES.
23. Un membre du CCIES peut démissionner de son poste de membre en adressant une notification écrite au président du CCP. Une nomination temporaire spéciale pour le

reste du mandat du membre sortant est effectuée conformément aux dispositions du paragraphe 19 pour pourvoir à cette vacance.

24. Un membre nommé par le CCP conformément au paragraphe 23 peut être reconduit dans ses fonctions au CCIES pour un second et dernier mandat.
25. Une nomination au CCIES ne peut être révoquée que par le CCP.

Réunions

26. Le CCIES se réunit, en principe deux fois par an, normalement en mars et en septembre. Une troisième réunion peut être convoquée dans les mois qui suivent si elle est jugée nécessaire. Le nombre exact de réunions par an dépendra de la charge de travail convenue pour le CCIES et du moment le plus approprié pour l'examen de questions spécifiques. L'interprétation est assurée pendant les réunions, en tant que de besoin, dans les deux langues de travail de l'ONUSIDA.
27. Sous réserve des présents termes de référence, le CCIES peut établir son propre règlement intérieur pour aider ses membres à s'acquitter de leurs responsabilités. Le règlement intérieur du CCIES est communiqué au CCP pour son information.
28. Les délibérations du CCIES se font par le biais de discussions de groupe. En tant que tels, les membres sont censés assister à toutes les sessions prévues du Comité. Comme les membres siègent à titre personnel, les suppléants ne sont pas autorisés.
29. Les fonctionnaires de l'ONUSIDA ayant des fonctions en rapport avec les points à l'ordre du jour du CCIES peuvent être invités à participer à une réunion par le CCIES.

Rapports

30. Le président du CCIES présentera un rapport annuel contenant des conseils, des observations et des recommandations, le cas échéant, par écrit pour examen par le CCP ; un rapport en personne du président du CCIES peut être demandé par le CCP.
31. Des rapports intérimaires traitant des principales conclusions et des questions importantes peuvent être soumis au Bureau du CCP à la discrétion du CCIES ou à la demande du Bureau du CCP à tout moment. Le président du CCIES peut à tout moment informer le Bureau de tout problème grave de gouvernance.
32. Afin de promouvoir la transparence, les notes de réunion du CCIES seront publiées sur le site web de l'ONUSIDA. Si le Bureau du CCP l'accepte, les notes de réunion peuvent être expurgées afin de supprimer les informations privées et confidentielles.

Dispositions administratives

33. Les membres du CCIES fourniront leurs services à titre gracieux.
34. Les membres du CCIES, conformément aux procédures de voyage applicables aux membres du CCP :
 - a) recevront une indemnité journalière de subsistance pour les périodes de participation aux réunions du CCIES ou lorsqu'ils sont en mission officielle pour le CCIES ; et

- b) pour ceux qui ne résident pas à Genève ou dans les communes frontalières Genève/France, auront droit au remboursement des frais de voyage pour assister aux sessions du CCIES.
35. Le secrétariat de l'ONUSIDA fournira un soutien logistique et administratif au CCIES.
 36. Un examen externe périodique des performances du CCIES doit être effectué : auto-évaluation chaque année et évaluation indépendante tous les 2 ans avec un rapport au CCP.

Annexe 2 : Termes de référence de la société de recrutement

Énoncé des travaux pour le mécanisme d'appui au recrutement du processus de sélection du Comité consultatif indépendant externe de supervision de l'ONUSIDA

Objectif	Le mécanisme d'appui au recrutement aidera le Directeur exécutif de l'ONUSIDA et le Bureau du Conseil de Coordination du Programme (CCP) de l'ONUSIDA à sélectionner une liste de candidats possibles par le biais d'un effort global, de grande envergure et très proactif respectant les critères fixés dans le processus et le mandat du Comité consultatif indépendant externe de supervision.
Tâches	<p>Phase 1</p> <p>Les tâches du mécanisme d'appui au recrutement pour le Directeur exécutif de l'ONUSIDA et le Bureau du CCP sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Comprendre le profil/rôle des candidats possibles, sur la base d'un briefing détaillé du Secrétariat de l'ONUSIDA, y compris le mandat approuvé pour le Comité consultatif indépendant externe de supervision. 2. Élaborer une spécification de fonction pour les candidats, conformément au mandat approuvé et aux conseils du Directeur exécutif adjoint, Gestion et gouvernance, de l'ONUSIDA, qui sera utilisée dans la recherche mondiale de candidats appropriés. Cette spécification sera approuvée par le Secrétariat de l'ONUSIDA. 3. Mener la recherche mondiale de candidats hautement qualifiés pour le comité de supervision, en tenant dûment compte de la diversité des sexes et de la diversité géographique, notamment en lançant des appels à manifestation d'intérêt par le biais d'annonces dans des magazines et/ou des journaux internationaux réputés ayant une diffusion géographique appropriée et sur Internet. 4. Fournir l'expertise stratégique nécessaire au processus de sélection afin de s'assurer que la qualité des candidats proposés reflète les exigences des termes de référence. Cela inclut la recommandation d'une stratégie de diligence raisonnable appropriée pour approbation par le Directeur exécutif adjoint de l'ONUSIDA, Gestion et gouvernance. 5. Soutien à la finalisation du cadre et de la méthodologie de sélection de tous les candidats, y compris l'outil de notation. 6. Proposer un cadre pour le processus d'entretien et un guide d'entretien. 7. Alerter le Secrétariat de l'ONUSIDA le plus tôt possible de toute lacune en matière de portée régionale et/ou de diversité des genres, ainsi que des deux langues de travail de l'ONUSIDA, et demander des conseils sur la manière de combler ces lacunes

	<p>pour faire en sorte que la réserve de candidats soit aussi large que possible.</p>
	<p>Phase 2</p> <p>Le mécanisme de soutien au recrutement :</p> <ol style="list-style-type: none"> 7. Appliquera la méthode de sélection développée dans la phase 1 pour catégoriser tous les candidats. 8. Présentera une liste de candidats aptes à être interviewés et mener ces entretiens conformément aux termes de référence approuvés pour le comité. 9. Sur la base des entretiens, présentera la liste stratifiée au Directeur exécutif adjoint de l'ONUSIDA, Gestion et gouvernance, accompagnée d'un rapport détaillé sur le profil de chaque candidat qualifié et d'une brève évaluation des candidats inadaptés. 10. Entreprendra la procédure de diligence raisonnable telle qu'approuvée en phase 1 sur les candidats identifiés au point 11, et présentera le rapport correspondant au Secrétariat. 11. Préparera et présentera les dossiers et rapports complets (y compris les références détaillées) des candidats, à la demande du comité de sélection qui sera constitué par le Directeur exécutif de l'ONUSIDA, en tenant compte des entretiens éventuels.
<p>Livrables</p>	<p>Voir section « tâches » ci-dessus.</p> <p>Dates limites pour la phase 1 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Compréhension du profil/rôle 2. Spécification de fonction 3. Proposition de stratégie de diligence raisonnable 4. Finalisation du cadre et de la méthodologie de screening 5. Cadre pour le processus d'entretien et un guide d'entretien. <p>Dates limites pour la phase 2 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 6. Effectuer une recherche globale 7. Avertir Comité de sélection des écarts de candidats 8. Catégoriser les candidats 9. Mener des interviews 10. Présenter la liste restreinte au Comité de sélection 11. Présenter le rapport de diligence raisonnable 12. Présenter des dossiers et des rapports complets
<p>Lieu d'exécution</p>	<p>Le travail sera effectué entre le Directeur exécutif, avec l'appui du Secrétariat de l'ONUSIDA, du Bureau du CCP et d'un Comité de sélection, le bureau habituel du mécanisme d'appui au recrutement, ou par le biais d'outils de communication électronique, et dans d'autres lieux qui pourront être convenus entre le Secrétariat et le</p>

	mécanisme d'appui au recrutement.
Période d'exécution	La période d'exécution est fixée à 2021.
Budget	75.200 GBP

Annexe 3 : Termes de référence du Comité de sélection pour le Comité consultatif indépendant externe de supervision de l'ONUSIDA

Termes de référence

Comité de sélection des membres du Comité consultatif indépendant externe de supervision du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida

Contexte

1. En décembre 2020, la 47e réunion du Conseil de Coordination du Programme (CCP) du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) a établi un Comité consultatif indépendant externe de supervision de l'ONUSIDA et a approuvé ses termes de référence.^{1 2}
2. Le Comité consultatif indépendant externe de supervision (CCIES) est un organe subsidiaire du CCP de l'ONUSIDA, créé sous l'autorité du CCP telle que définie par l'ECOSOC et décrite dans le Modus Operandi de l'ONUSIDA. Le CCIES est un organe consultatif mandaté pour fournir des conseils d'experts indépendants et externes au CCP et au Directeur exécutif de l'ONUSIDA dans l'exercice de leurs responsabilités de gouvernance et de surveillance, y compris l'évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne, de la gestion des risques et des processus de gouvernance de l'ONUSIDA. Le rôle de l'CCIES est de renforcer la responsabilité et la surveillance au sein de l'ONUSIDA.
3. Le CCIES fournit des conseils au CCP et au directeur exécutif sur :
 - a) la qualité et le niveau des rapports financiers, de la gouvernance, de la gestion des risques et des contrôles internes au sein du secrétariat de l'ONUSIDA ;
 - b) les réponses et les mesures prises par la direction du secrétariat de l'ONUSIDA concernant les recommandations de l'audit interne et externe ;
 - c) l'indépendance, l'efficacité et l'objectivité des fonctions d'audit interne et externe ; et
 - d) l'interaction et la communication entre le CCP, le réviseur externe, l'auditeur interne, le responsable de l'éthique et la direction du Secrétariat de l'ONUSIDA.
4. Les responsabilités du CCIES sont énumérées dans les termes de référence du CCIES, annexés au présent document (voir annexe 1).

Mise en place du Comité de sélection des membres du CCIES

5. Conformément aux termes de référence du CCIES, le Directeur exécutif de l'ONUSIDA, en consultation avec le Bureau du CCP, constitue un Comité de sélection dans le cadre du processus de sélection et de nomination des membres du CCIES.

Objectif

6. L'objectif du Comité de sélection est d'examiner la liste restreinte d'une quinzaine de candidats pour le CCIES, telle qu'elle a été reçue par la société de recrutement externe,

¹ Décision 13.3 « Convient d'établir un Comité consultatif indépendant externe de supervision, approuve les termes de référence tels que décrits dans l'annexe 3 du rapport et accepte de revoir, avec les contributions du comité consultatif de contrôle externe, les termes de référence au moins tous les 3 ans ou plus tôt s'il le demande ». Les décisions de la 47e réunion du CCP sont disponibles ici :

https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/Decisions_%28PCB47%29_Final_FR_rev1.pdf.

² Veuillez consulter les termes de référence du CCIES à l'annexe 1 du présent document.

et de faire des recommandations au CCP sur la sélection finale de 5 à 7 membres du CCIES.

Adhésion

7. Le Directeur exécutif et le Bureau du CCP ont convenu que le Comité de sélection sera composé de onze membres, nommés comme suit :
 - a) Cinq membres nommés par chacun des groupes régionaux d'États membres de l'ECOSOC ;
 - b) Deux membres nommés par la délégation des ONG ;
 - c) Trois experts issus des comités de surveillance des coparrainants existants, nommés par les coparrainants ;
 - d) Un membre du personnel du Secrétariat jouant un rôle ex-officio.
8. Les membres du Comité de sélection agissent à titre personnel et ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions concernant leur travail d'aucun gouvernement, constituant ou autre autorité interne ou externe à l'ONUSIDA.
9. Bien que les membres puissent provenir de n'importe quel pays, ils ne doivent pas être des représentants actuels d'un État membre ou d'une autre circonscription du CCP.
10. Le Comité de sélection choisira un président parmi ses membres.

Responsabilités du Comité de sélection

11. Les travaux du Comité de sélection constitueront une étape du processus³ de sélection et de nomination des membres du CCIES. Avant l'établissement du Comité de sélection, le Directeur exécutif de l'ONUSIDA, en consultation avec le Bureau du CCP, aura :
 - a) Appelé à manifestation d'intérêt de personnes dûment qualifiées et expérimentées pour être nommées au CCIES ;
 - b) Informé les membres du CCP et les observateurs du processus de recherche ;
 - c) Engagé une société de recrutement professionnelle pour filtrer les candidatures, interviewer les candidats appropriés et préparer une liste restreinte et des profils détaillés des candidats qualifiés.
12. Les responsabilités du Comité de sélection sont :
 - a) Examiner l'outil de notation élaboré pour évaluer les candidats ;
 - b) Examiner le rapport préparé par la société professionnelle de recrutement, y compris :
 - une liste de candidats potentiels ;
 - les profils détaillés de chaque candidat qualifié, y compris les références ;
 - l'évaluation de candidats inadaptés ; et
 - un rapport de diligence raisonnable
 - c) Évaluer la liste restreinte des candidats en utilisant les termes de référence du CCIES, inclus dans l'annexe 1, et l'outil d'évaluation inclus dans l'annexe 2 du présent document ;
 - d) Recommander au moins cinq et jusqu'à sept candidats comme membres du CCIES ; et
 - e) Envoyer la liste des candidats recommandés au Bureau du CCP, accompagnée d'une brève justification de chaque recommandation.

³ Veuillez consulter les détails du processus complet de sélection et de nomination des membres dans les termes de référence du CCIES fournis à l'annexe 1.

Modalités de travail et principes directeurs des travaux du Comité de sélection

13. Les membres du Comité de sélection doivent, individuellement et collectivement, appliquer les principes suivants dans leur travail :
- a) **Consensus** : Les recommandations du Comité de sélection sont faites par consensus. Si un consensus ne peut être atteint, le problème sera soumis au Bureau du CCP.
 - b) **Confidentialité** : Les membres du Comité de sélection sont tenus à une stricte confidentialité dans tous leurs travaux afin de protéger la vie privée des candidats.
 - c) **Déclaration de conflit d'intérêts** : Les membres du Comité de sélection déclarent tout conflit d'intérêt potentiel concernant l'un des candidats et se récuse le cas échéant.
 - d) **Diversité** : Le Comité de sélection s'efforcera d'assurer la diversité parmi les candidats recommandés en tenant compte de la répartition géographique, de l'équilibre entre les genres, de l'expérience dans les secteurs public, privé et à but non lucratif, et du niveau de développement économique du pays.
 - e) **Expertise** : Le Comité de sélection fondera son évaluation des candidats et ses recommandations sur le mandat du CCIES ainsi que sur l'expertise et l'expérience pertinentes telles que décrites dans le rapport de la société professionnelle de recrutement. La compétence et l'expertise des candidats seront les considérations les plus importantes pour déterminer les recommandations du Comité de sélection.
 - f) **Diligence raisonnable sur le plan éthique** : Le Comité de sélection examinera attentivement le rapport de diligence raisonnable qui lui sera fourni pour s'assurer que les candidats recommandés adhèrent aux valeurs d'honnêteté, de transparence, de responsabilité, d'intégrité et de travail en équipe.

Modalités opérationnelles

14. Le Comité de sélection se réunit en principe deux fois. Lors de la première réunion, le Comité de sélection élit un président parmi ses membres, convient de ses méthodes de travail, examine le mandat de la CCIES et l'outil d'évaluation des candidats, et rencontre la société de recrutement pour discuter de la liste restreinte attendue.
15. Le rapport comprenant la liste restreinte des candidats, les profils des candidats et l'évaluation de la diligence raisonnable sera envoyé au Comité de sélection après la première réunion. Chaque membre devra fournir une évaluation des candidats avant la deuxième réunion en utilisant l'outil de notation de l'annexe 2.
16. Lors de sa deuxième réunion, le Comité de sélection achèvera son évaluation des candidats et conviendra d'une liste de candidats recommandés et d'une justification de chaque recommandation. Une troisième réunion peut être convoquée par le Comité de sélection si elle est jugée nécessaire suivant l'examen de son calendrier.
17. Les réunions se tiendront virtuellement et seront soutenues administrativement par le Secrétariat de l'ONUSIDA. L'équipe de gouvernance du Secrétariat de l'ONUSIDA aidera également le Comité de sélection à obtenir des conseils juridiques indépendants, le cas échéant, et à garantir une procédure régulière, comme le prévoient les termes de référence du CCIES et les documents fondateurs.

Chronologie des travaux

11 octobre 2021

Appel à la nomination de membres du Comité de sélection
envoyé aux membres du CCP

25 octobre 2021	Date limite pour nommer les membres du Comité de sélection
1 novembre 2021	Comité de sélection établi par le Directeur exécutif de l'ONUSIDA en consultation avec le Bureau du CCP.
22 novembre 2021	Première réunion du Comité de sélection
30 novembre 2021	Liste des candidats qualifiés, profils des candidats et rapport de diligence raisonnable envoyés au Comité de sélection
10 décembre 2021	Les membres du Comité de sélection soumettent la notation des candidats à l'ONUSIDA (voir annexe 2).
13 décembre 2021	Deuxième réunion du Comité de sélection
24 décembre 2021	Recommandations du Comité de sélection envoyées par le Président du Comité de sélection au Bureau du CCP
Février 2022	Le Bureau du CCP envoie la composition du Comité de sélection aux Membres du CCP pour une prise de décision/confirmation intersessionnelle.

Annexe 4 : Outil de notation pour l'évaluation des candidats au Comité consultatif indépendant de supervision de l'ONUSIDA (élaboré par le mécanisme d'aide au recrutement)

Niveau de preuve					
Aucune preuve	Presque aucune preuve	Quelques preuves	Preuves suffisantes	Bonnes preuves	Preuves très fortes
0	1	2	3	4	5

Compétences de base
Au moins 10 ans d'expérience à un niveau supérieur dans des organisations complexes.
Connaissances de haut niveau dans au moins un des domaines suivants : finances et audit, gouvernance et comptabilité, gestion des risques et contrôle interne, éthique et lutte contre la corruption, gestion de haut niveau.
Connaissance et expérience avérées des Nations Unies et/ou des organisations intergouvernementales.
Compréhension des concepts juridiques généraux
Capacité avérée à formuler des recommandations à différents niveaux d'une organisation multiculturelle.
Une expérience en matière de conseil aux parties prenantes de niveau exécutif.
Expérience antérieure d'un comité de surveillance
Dévouement et engagement envers les valeurs et le travail de l'ONUSIDA.

- Ai dirigé un programme novateur de surveillance prédictive de la fraude qui met en corrélation des éléments de données organisationnelles, RH et autres et qui a contribué à renforcer le climat éthique dans l'organisation.

Vice-président, Finances (BD Biosciences), mars 2014 - jan 2017

Ai supervisé la fonction financière mondiale de cette unité commerciale de 1,2 milliard de dollars (28 associés en comptabilité générale, FP&A, gestion des coûts et des redevances) sur 5 sites. Ai participé à toutes les décisions clés de l'entreprise (par exemple, la stratégie, les fusions et acquisitions, la recherche et le développement, les opérations). J'ai dirigé la transformation de la fonction financière axée sur le partenariat commercial, l'amélioration continue et la conformité, grâce à des changements organisationnels et de processus.

Sélectionner les réalisations

- Ai renforcé les contrôles et procédures qui ont permis d'améliorer la précision des prévisions de recettes (de 85 %+ à 97 %+ de précision de 2015 à 2016).
- Ai augmenté les marges (5 millions de dollars) grâce à une meilleure gouvernance de la tarification des solutions.

Vice-président, Audit interne (BDX), fév 2012 - mars 2014

Rattaché fonctionnellement au comité d'audit et administrativement au directeur financier ; membre de l'équipe de direction de BD. Ai supervisé une équipe mondiale d'audit interne et de SOX composée de 25 auditeurs dans 5 pays. Ai conduit la transformation de la fonction d'audit interne pour l'aligner sur les meilleures pratiques. Ai collaboré avec le directeur financier et le trésorier pour rationaliser le programme GRE basé sur les meilleures pratiques. Ai introduit l'analyse des données en tant qu'outil essentiel des activités d'audit interne. Ai collaboré avec la fonction éthique pour soutenir les enquêtes.

Sélectionner les réalisations

- Ai contribué à positionner la fonction dans le percentile supérieur de 10 % sur la base d'une évaluation comparative indépendante des meilleures pratiques réalisée en 2014.
- Ai amélioré la stature de la fonction d'AI, notamment au niveau du comité d'audit et de l'équipe de direction, ce qui a conduit à une augmentation substantielle du niveau de sollicitation pour des projets spéciaux.

PwC, New York, NY

déc 1997 - fév 2012

Directeur général, Services d'audit interne

Ai fourni des services de conseil en matière d'audit interne et d'expertise SOX dans divers secteurs, y compris le système des Nations Unies. Ai supervisé la qualité des missions AI et SOX et tous les aspects du cycle de vie de l'audit interne de bout en bout. Ai aidé les clients à concevoir et à mettre en œuvre un solide programme de gestion des risques d'entreprise. Ai mené avec succès des initiatives internes de haut niveau de PwC axées sur la prestation de services aux clients et l'amélioration des processus.

Sélectionner les réalisations

- Ai aidé de 10 à 500 clients à se conformer aux normes de l'IIA.
- Ai amélioré l'efficacité tout en réduisant le coût du programme SOX de 50 à 70 % dans les entreprises cotées en bourse.

ÉDUCATION / CERTIFICATION PROFESSIONNELLE

NYU, Center for Global Affairs - Programme MS in Global Affairs (à temps partiel) -

Diplôme prévu : 2022

École Supérieure de Commerce de Paris (ESCP) - Paris, France - Spécialisation en comptabilité de gestion et finance d'entreprise. 1984 à 1987.

Auditeur interne certifié depuis 1997.

AFFILIATIONS/ACTIVITÉS DE BÉNÉVOLAT

Conseil du système du CGIAR (Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale) - Consortium de centres agricoles qui se consacrent à la réduction de la pauvreté et à d'autres problèmes mondiaux grâce à la recherche agricole. **Président** du comité de surveillance de l'assurance depuis janvier 2019.

UNESCO (Agence des Nations Unies) - Paris, France - Membre du Comité consultatif de surveillance fournissant un soutien consultatif au Directeur général dans les domaines de l'audit, de l'évaluation, de l'éthique et de la gestion des risques. De 2014 à 2018.

Maîtrise de l'**anglais**, du **français** et de l'**arabe**. Connaissance de **base de l'espagnol**.

Candidat : David Kanja

RÉSUMÉ PROFESSIONNEL

Plus de 35 ans d'expérience dans la gestion efficace et stratégique de fonctions d'audit interne, d'enquête, d'évaluation et d'inspection indépendantes et objectives dans de grandes organisations internationales complexes. Capacité avérée à entretenir d'excellentes relations professionnelles et de collaboration avec les cadres supérieurs, les comités d'audit, les organes directeurs et autres parties prenantes clés. Solides compétences interpersonnelles et normes élevées d'intégrité et de professionnalisme. Excellentes références professionnelles, notamment diverses qualifications en matière d'audit, de gestion des risques et de comptabilité, ainsi qu'un diplôme de commerce avec mention très bien.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

NATIONS UNIES, New York, USA

Secrétaire général adjoint, Bureau des services de contrôle interne (juin 2012 à juin 2021)

Ai supervisé les activités des fonctions d'audit, d'enquête, d'évaluation et d'inspection des Nations Unies, qui sont indépendantes sur le plan opérationnel. Il s'agit d'une organisation intergouvernementale mondiale dont le budget de fonctionnement annuel s'élève à environ 10 milliards de dollars et qui emploie plus de 37.000 civils et 81.000 militaires et policiers. Ai supervisé les activités menées par 320 personnes basées dans de multiples lieux d'affectation à travers le monde, qui réalisent des audits, des enquêtes, des évaluations, des inspections et des services consultatifs connexes objectifs et fondés sur les risques. Les résultats des missions de surveillance ont été communiqués à la direction générale, aux trois comités d'audit et à l'Assemblée générale.

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE, New York, USA

Directeur, Bureau de l'audit interne et des enquêtes (2010 à 2012)

Ai géré les fonctions d'audit et d'enquête, indépendantes sur le plan opérationnel, du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), qui disposait d'un budget de fonctionnement annuel de 4 milliards de dollars et employait plus de 11 000 personnes en 2012. Ai supervisé les auditeurs et les enquêteurs basés à New York qui réalisent des audits et des enquêtes fondés sur les risques et objectifs, ainsi que des services de conseil connexes. Rendais compte au directeur exécutif et avais des relations hiérarchiques supplémentaires avec le conseil d'administration et le comité d'audit.

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE, Washington DC, USA

Responsable du département d'audit interne (2001 à 2010)

Ai géré divers domaines clés au sein de la fonction d'audit du Groupe de la Banque mondiale, qui compte plus de 10.000 employés dans plus de 120 bureaux dans le monde et

qui est l'une des plus importantes sources de financement et de connaissances pour les pays en développement. Ai supervisé de nombreux groupes de 10 à 15 membres du personnel d'audit qui ont réalisé des audits objectifs et fondés sur les risques et des services consultatifs connexes pour l'organisation. Les résultats des missions d'audit ont été communiqués à la direction de l'organisation et au comité d'audit. Ai rapporté à l'Auditeur Général du Groupe de la Banque Mondiale.

Auditeur principal, département d'audit interne (1995 à 2001)

Ai géré des équipes de mission qui ont réalisé diverses missions d'assurance et de conseil basées sur les risques en matière d'audit interne, et ont effectué des examens spéciaux. Ai coordonné efficacement les questions de contrôle de la qualité de l'audit du département, géré les relations avec les principaux clients et mis à jour périodiquement le manuel d'audit.

Analyste des investissements, Société financière internationale (1993 à 1995)

Me suis occupé de l'examen et du traitement, par le siège, des propositions d'investissement bas et moyen des bureaux locaux de la Société financière internationale dans les régions de l'Afrique orientale et australe.

Auditeur, département d'audit interne (1992 à 1993)

Ai effectué diverses missions d'assurance et de conseil basées sur les risques, ainsi que des examens spéciaux des unités régionales et des systèmes de rapports institutionnels.

DELOITTE & TOUCHE MANAGEMENT CONSULTANTS LTD, Nairobi, Kenya

Responsable supérieur (1990 à 1992)

Ai supervisé une équipe de professionnels dans le bureau de Nairobi de Deloitte & Touche, qui faisait partie de l'un des plus grands réseaux de services professionnels au monde. Cette équipe a fourni des services d'audit, de conseil financier, de consultation et de conseil en matière de risques à de grandes entreprises du secteur privé ainsi qu'à des activités financées par des donateurs dans des ministères, des entreprises publiques et des organisations non gouvernementales en Afrique de l'Est.

Consultant superviseur (1988 à 1990)

Ai géré des équipes qui ont fourni des services d'audit, de comptabilité, de conseil en matière de risques et de consultation à des programmes financés par la Banque mondiale et d'autres agences de développement.

DELOITTE HASKINS & SELLS, Londres, Royaume-Uni

Responsable de l'audit (1987 à 1988)

Ai supervisé diverses équipes d'audit dans le bureau londonien de Deloitte Haskins & Sells, qui faisait partie de l'un des plus grands cabinets d'audit du monde. Ces équipes ont réalisé des audits indépendants des états financiers et du contrôle interne de filiales de grandes entreprises publiques et de sociétés anonymes de taille moyenne.

Audit Senior (1983 à 1986)

Étais responsable de la conduite d'audits indépendants des états financiers et des contrôles internes et de la supervision des équipes d'audit. Ai également participé à la réalisation de travaux comptables pour les clients du cabinet.

ÉDUCATION ET QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES

Certificat de pratique #7602741, 2019

Institut des comptables agréés d'Angleterre et du Pays de Galles

Certification en assurance de la gestion des risques (CRMA), 2013

Institut des auditeurs internes, États-Unis

Auditeur interne certifié (CIA), 1992

Institut des auditeurs internes, États-Unis

Meilleure performance globale à l'examen mondial de novembre 1992

Comptable public agréé (CPA), 1988

Institut des comptables publics certifiés, Kenya

Comptable agréé (FCA), 1987

Institut des comptables agréés d'Angleterre et du Pays de Galles

Licence en commerce (option comptabilité), 1983

Université de Nairobi, Kenya

Ai reçu la mention « First Class Honors » et ai été classé meilleur étudiant de 1983.

ADHÉSION À DES ORGANISMES PROFESSIONNELS D'AUDITEURS ET DE COMPTABLES

- Membre de l'Institut des auditeurs internes aux États-Unis - de 1992 à ce jour.
 - Membre de l'Institut des comptables publics certifiés du Kenya - de 1988 à ce jour.
 - Membre de l'Institut des comptables agréés d'Angleterre et du Pays de Galles - de 1987 à ce jour.
-

AUTRES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

Institut des auditeurs internes

- Ai été un membre clé et un contributeur dans divers comités internationaux de l'Institut des auditeurs internes, qui est l'organisme professionnel mondial des auditeurs internes. Ces comités comprenaient : Comité des conseillers en recherche et en éducation (2012 à 2013) ; Comité de développement des examens (2010 à 2012) ; et Conseil des régents (2007 à 2010).

- Ai été l'un des principaux membres des évaluations externes de la qualité des fonctions d'audit interne des Nations Unies, de la Banque africaine de développement et de l'UNESCO, menées par l'Institut.
- Ai été instructeur pour de nombreux cours de révision de l'examen d'auditeur interne certifié organisés par les sections de l'Institut.

Comité consultatif d'audit de l'UNICEF

De 2006 à 2009, j'ai été président d'un comité consultatif d'audit indépendant de cinq personnes qui a conseillé le directeur général et le conseil d'administration de l'UNICEF sur des questions liées à la surveillance, à la gestion des risques d'entreprise, aux pratiques comptables et de reporting, aux questions de conformité, aux enquêtes et aux processus d'audit interne et externe.

Candidate : Bushra Malik

Bushra Naz-Malik, FCA (Pak), CPA, CA (Canada) & MBA (USA & Canada)

PROFIL

Experte en affaires et gouvernance dans le domaine de la haute énergie, dotée d'une solide expérience universitaire et professionnelle internationale.

- Administratrice certifiée, administratrice enregistrée dans la base de données PICG et experte en gouvernance d'entreprise.
- Une cheffe d'entreprise et une négociatrice avisée dans le domaine des fusions et acquisitions internationales, des restructurations et des financements locaux et extraterritoriaux.
- Capacité à résoudre les problèmes stratégiques, commerciaux et fiscaux complexes (avec une expertise en matière d'IFRS, GAAP et IPSAS).
- Formation diversifiée en comptabilité (CA, CPA Ontario, FCA Pakistan et membre de l'IIA) et en commerce (Université de Harvard, Kellogg School of Management et Université de York) avec une expertise en informatique (Oracle et SAP) et en droit (LLB, Pakistan). Lauréate du prix 2020 pour l'ensemble de mes réalisations
- Fortes capacités d'équipe et de motivation, avec d'excellentes compétences en matière de gestion du changement, de résolution de problèmes et d'enseignement.

EXPÉRIENCE

Membre de la Commission de la concurrence du Pakistan (avril 2019-mars 2022) www.cc.gov.pk. Actuellement une des cinq membres de la Commission et dirige le département du Bureau du libre-échange, le département de la recherche et de la politique de la concurrence, ainsi que les auditions et la participation à d'autres activités de la Commission. Il s'agit d'une institution quasi-judiciaire chargée de garantir une concurrence équitable au Pakistan et de protéger les intérêts des consommateurs. Je suis également membre de son comité d'audit. Auparavant, j'étais responsable de la défense des intérêts, de l'Office des affaires internationales et de la sensibilisation externe, des départements Science et technologie, Exemptions et Fusions et acquisitions.

Membre du conseil d'administration et présidente du comité d'audit et de risque (ARC) Centre mondial d'agroforesterie, Nairobi, Kenya www.worldagroforestry.org (nov. 2015-avril 2022) et **Centre de recherche forestière internationale, Indonésie** www.cifor.org. Il s'agit d'organisations de premier plan, basées sur la recherche, qui sont à la tête du domaine mondial de la foresterie et de l'agroforesterie et dont l'objectif est de lutter contre le changement climatique, la nutrition et la faim des petits agriculteurs et la santé des sols. En 2019, une fusion effective des deux centres avec un seul conseil d'administration a été finalisée.

J'ai la responsabilité de la supervision des activités, y compris la supervision de la mise en œuvre de sa stratégie, du changement de marque, des activités fusionnées de l'institution, y compris les investissements. Parmi les réalisations, citons l'actualisation de la stratégie, la mise à jour du modèle d'entreprise et la mise en œuvre de la gestion des risques d'entreprise. Nous avons également mené la fusion de cette organisation avec le CIFOR (Institut de recherche forestière) en Indonésie, dont je suis l'un des membres élus au conseil d'administration combiné. J'ai également supervisé la finalisation du mandat d'audit externe,

l'évaluation externe de la qualité de l'unité d'audit interne dirigée par PWC et finalisé le plan d'amélioration de la qualité.

Membre du conseil d'administration, PIDC, Karachi, Pakistan (PIDC) Mai 2016 à ce jour
www.pidc.com.pk

La PIDC est responsable du développement industriel au Pakistan et possède plusieurs filiales axées sur divers secteurs de l'industrie. J'ai travaillé à l'amélioration de l'environnement de contrôle en mettant en œuvre les nouvelles normes IIA et en développant le département d'audit interne ainsi que le système d'évaluation des performances de la CIA. Les réalisations comprennent l'examen des politiques et des procédures et l'identification de leurs lacunes. Après avoir rejoint le CCP, j'ai démissionné de la présidence du comité d'audit. La société relève du ministère de l'Industrie et de la production du Pakistan.

Membre du conseil d'administration, Trading Corporation of Pakistan, Karachi, Pakistan Juin 2018 à ce jour
www.tcp.gov.pk

J'ai été nommée au conseil d'administration de cette entité du secteur public qui est responsable des activités commerciales du gouvernement, y compris les importations et les exportations. Je me suis vu confier les responsabilités du Comité d'audit et de risque et du Comité des ressources humaines. Les principales réalisations comprennent la révision des politiques et procédures de l'entreprise. Après avoir rejoint le CCP, j'ai quitté la présidence de l'ARC. La société relève du ministère du Commerce du Pakistan.

Vice-présidente, IAOC, HCR, Genève, Suisse (sept 2019-août 2022)
www.unhcr.org

J'ai travaillé en tant que membre du comité de surveillance de l'audit indépendant depuis septembre 2019 pour trois ans et cette année, j'ai été élue vice-présidente. Le comité supervise la gouvernance, les rapports financiers, l'audit interne et externe, la gestion des risques et l'éthique. J'ai introduit une culture de plan de travail pour le comité, ce qui a été reconnu par tous les membres comme ayant rendu le comité plus efficace.

Membre du conseil d'administration et de l'ARC, Fauji Fertiliser Company Ltd, Rawalpindi, Pakistan (2018-2019)
www.ffc.com.pk. Elle détient la plus grande part de marché et a été classée parmi les 25 premières sociétés cotées du pays au cours des treize dernières années par PSX. Elle a également remporté un certain nombre d'autres prix. J'ai travaillé à l'amélioration de la structure de gouvernance de l'entreprise. J'y suis également membre du comité des ressources humaines, du comité de diversification des projets et du comité des systèmes et technologies. Les réalisations comprennent l'élaboration d'un cadre de contrôle interne, l'évaluation du Conseil et le travail sur l'élaboration des indicateurs clés de performance du Conseil. En raison d'un conflit d'intérêts avec les responsabilités de membre de la Commission de la concurrence, j'ai démissionné en juin 2019.

Organisation internationale du travail, Genève, Suisse
www.ilo.org

Ex-présidente du Comité consultatif de contrôle indépendant, (2013 à 2018)

En tant que membre du CCCI, nous avons supervisé et conseillé le Conseil d'administration de l'OIT et le Directeur général sur les questions relatives à la gouvernance globale, aux rapports financiers, à l'audit interne/externe et à la gestion des risques. L'OIT est une organisation membre des Nations Unies dont le bilan s'élève à 1,6 milliard de dollars. En tant qu'experts techniques, nous avons été en mesure d'apporter une valeur ajoutée et de fournir une opinion impartiale et professionnelle sur une variété de questions concernant l'entreprise

dans son ensemble. J'ai également supervisé l'examen de la qualité externe de l'audit interne de EY puis de KPMG pendant le mandat et la finalisation du mandat d'audit externe. Je suis l'un des deux membres qui ont été reconduits pour un second mandat.

Réalisations :

Audit interne : Nous nous concentrons sur la capacité et la qualité de l'audit interne et avons pu réduire le délai de mise en œuvre des recommandations d'audit par la direction de 11,4 mois à moins de 4 mois au cours de notre période d'engagement. J'ai également supervisé l'évaluation externe de la qualité menée par KPMG.

Auditeur externe : Nous avons fourni une assistance technique à l'Organe directeur pour la sélection de l'auditeur externe et avons également aidé le CCI à finaliser son rapport sur les comités de contrôle dans le système des Nations Unies.

Ex-membre du Conseil de gestion du système (juillet 2016-juin 2016) Président du Comité d'audit et de risque Organisation du système CGIAR, France (juillet 2016 à avril 2018) www.cgiar.org

Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (Organisation du système CGIAR) est le seul partenariat mondial comprenant 15 centres s'occupant de recherche agricole pour le développement, dont les travaux contribuent à l'effort mondial de lutte contre la pauvreté, la faim, la santé, les déséquilibres nutritionnels, la conservation et la dégradation de l'environnement. J'ai participé activement à la transformation de l'organisation après un processus de réforme majeur, en mettant l'accent sur la gouvernance. Les réalisations comprennent la finalisation de la deuxième génération du portefeuille CRP de 1,45 milliard de dollars et la finalisation du cadre de gestion des risques et de gestion des performances pour le système. En outre, j'ai mené une évaluation approfondie des performances à 360° pour le chef de l'audit interne au nom du conseil d'administration et la mise en place d'une plate-forme pour le partage des meilleures pratiques et la surveillance efficace de 15 centres.

Bourse de Lahore, Lahore, Pakistan maintenant fusionnée avec la Bourse du Pakistan www.psx.com.pk

Membre indépendant du conseil d'administration et présidente du comité d'audit (de l'exercice 2010-11 à décembre 2013).

Mes principales responsabilités comprenaient la supervision de la gouvernance, de la comptabilité, de l'audit, de la gestion des risques, de la stratégie, des ressources humaines, des investissements et des activités réglementaires de la Bourse, ainsi que la gestion fiduciaire de ses différents fonds.

Consultation/ Conseil (déc 2010-mars 2019) Membre BTG, USA

J'ai travaillé en tant que consultant/conseiller ; j'ai également été engagée dans des missions par EY Ford Rhodes Pakistan qui comprennent l'analyse des lacunes, la restructuration, l'analyse des politiques, la recherche d'un consensus entre les parties prenantes et le renforcement des capacités pour les secteurs minier, du travail, de l'environnement et industriel du Punjab. J'ai également aidé une entreprise turque de traitement des eaux à développer et à déployer ses activités commerciales au Pakistan. J'ai également fourni des services en tant que spécialiste des processus d'affaires au Corridor économique Chine-Pak, Ministère de la Planification, du développement et de la réforme d'août 2014 à janvier 2016. Cela comprenait la coordination, le suivi et la gestion d'un portefeuille de projets d'échange dans les domaines de l'énergie, des infrastructures, de la science, de la santé, de l'éducation

et de la culture, d'une valeur de 46 milliards de dollars. Ce rôle impliquait une coordination efficace et la recherche d'un consensus entre diverses parties prenantes, ainsi que la promotion des investissements chinois au Pakistan. Il s'agissait également de gérer le processus de changement et d'améliorer la concentration de toutes les parties prenantes sur la réingénierie des processus d'entreprise. Par l'intermédiaire de MHM Consulting, au Pakistan, j'ai également travaillé en collaboration avec City Centre Financials Services au Canada pour fournir des services de conseil en matière de finances et de gouvernance, y compris l'externalisation de la fonction financière de l'entreprise, l'analyse des écarts, la mise en œuvre de stratégies, le renforcement des capacités, l'évaluation des systèmes et l'audit interne, les évaluations des risques et les audits spécialisés, par exemple les opérations de trésorerie, la durabilité et l'audit de performance, à un certain nombre de clients de petite et moyenne taille.

Réalisations :

Les projets CPEC sont passés au stade de la mise en œuvre et un consensus national s'est dégagé sur l'importance du projet, ce qui a amélioré l'environnement commercial général du pays, y compris sa notation. Le projet contribuera à résoudre la crise énergétique actuelle du pays.

Kohinoor Maple Leaf Group, Lahore, Pak - GDF & Membre du CA (avril 2007 - nov 2010)
www.kmlg.com

Le Kohinoor Group est un consortium d'entreprises cotées en bourse d'un montant de 400 millions de dollars (3.000 employés), dont le siège social est situé au Pakistan et qui compte des clients internationaux tels que Walmart, Sears et Macys, etc. Ses principales activités sont le ciment, l'électricité et les textiles. Les responsabilités comprenaient :

- Création et gestion des attentes des parties prenantes concernant les informations financières relatives à la croissance, au chiffre d'affaires, aux bénéfices et à la rentabilité, ce qui a permis d'augmenter le prix de l'action de 20 %.
- J'ai géré la trésorerie et levé 450 millions de dollars en utilisant des structures de dette et de capitaux propres, en réduisant l'écart de 66 % et en menant une restructuration du bilan de 350 millions de dollars avec de nouvelles injections de 150 millions de dollars, un moratoire sur les intérêts de 1,5 an et une remise de capital de 3 ans. J'ai réalisé une économie de 10 % sur les opérations de change d'un montant annuel de 400 millions de dollars.
- J'ai dirigé l'installation d'un projet de capital vert impliquant la création d'énergie à partir de la chaleur résiduelle générée par les opérations de cimenterie, y compris l'analyse de faisabilité, le financement, le MDP et l'évaluation de l'avancement etc., qui a permis de réduire le coût de l'énergie de 20 % et a révolutionné toute l'industrie.
- J'ai dirigé le redressement de la division du ciment blanc, ce qui a impliqué une nouvelle stratégie de marketing, l'évincement de la concurrence, un allègement fiscal de la part du régulateur et l'intérêt des investisseurs privés.

Réalisations :

J'ai **levé le plus grand instrument de dette** de l'industrie du ciment au Pakistan, qui a été qualifié d'opération de l'année (2007) par le magazine *The Banker*.

J'ai mené à bien la restructuration de l'ensemble de la dette à long terme du groupe après les crises financières de 2008-2009 et l'effondrement mondial, y compris l'injection d'argent frais par diverses parties prenantes, l'extension de la période, la réduction de la majoration et le concept de « payable quand on peut » par le biais du mécanisme de balayage des liquidités.

La transaction a été reconnue par l'ICAP par le biais d'un prix d'excellence avec une VAN positive de 500 millions de dollars.

Nafees Group of Industries, Lahore, Pak - Directrice financière et membre du conseil d'administration (Jan 1995 - Fév 2007)

Le groupe Nafees (composé d'Azgard9, de Pak-American Fertilizer, de National Security Insurance, de Nafees International Turkey, de Colony Woolen Mills et de Burke Mills USA) est un groupe multinational de 500 millions de dollars (8000 employés dans le monde) composé de sociétés cotées en bourse et exerçant des activités dans les domaines du textile, de l'énergie et des engrais. Les principaux bureaux sont situés en Italie, en Turquie, en Suède et aux États-Unis, mais le siège social se trouve au Pakistan.

- J'ai dirigé l'entreprise de denim du groupe avec le PDG depuis sa création jusqu'à ce qu'elle devienne une entreprise de 350 millions de dollars. Le financement initial a été organisé pour la société, y compris le crédit fournisseur de Mitsubishi Corporation, la BIRD, les placements privés d'investisseurs institutionnels locaux et étrangers.
- J'ai géré la trésorerie et la collecte de fonds pour le groupe ; le commerce extérieur total du groupe s'élevait à 347 millions de dollars. Notre trésorerie a été catégorisée et classée n° 1 du textile pour 2004, 2005 et 2006 par les trois grandes banques étrangères.
- Nous nous sommes occupés de l'acquisition d'un projet d'engrais et avons mené à bien l'ensemble du processus en 7 mois. **Institute of Chartered Accountants, Lahore, Pakistan Directrice régionale, région Nord (1994)**

www.icap.org.pk En tant que responsable administrative de la région, j'ai géré les activités quotidiennes.

Ayesha Group, Lahore, Pakistan Directrice financière (mai 1992 - décembre 1993)
www.ayesh spinning.com

ÉDUCATION

Programme conjoint MBA Kellogg Business School, USA & Schulich Business School, Toronto, Canada, 2009

Programme de gestion avancée (AMP 166), Harvard Business School, Boston, MA, USA, 2004

Fellow Chartered Accountant, Institute of Chartered Accountants of Pakistan, 1992

Institut des auditeurs internes, États-Unis, 2000

CA, CPA (associée), Institut des comptables agréés de l'Ontario, 2013

Double licence en droit et en arts, Université du Punjab, 1986 et (LLB) 1991

Administratrice certifiée selon le code de gouvernance d'entreprise de la SECP, 2013 et 2018.

Programme d'orientation du conseil d'administration, CGIAR, France 2017.

AUTRES POSTES D'ADMINISTRATEUR ET DE MEMBRE

Membre, Pakistan Institute of Corporate Governance, (PICG) depuis 2016.

Présidente du comité de campagne 2012, Académie Tran Nhan Tong, Boston, États-Unis.

Membre du conseil d'administration et du comité de développement commercial, Maple Leaf Cement Factory Ltd 2007-10

Membre du conseil d'administration, Legler Nafees Denim Mills Ltd 2000-05

Institute of Chartered Accountants of Pakistan - Divers comités pendant plusieurs années : Comité des publications, Comité des célébrations du jubilé d'or, Comité de l'éducation, Comité de la formation professionnelle continue, Comité du PAIB, Comité consultatif économique et Comité des normes d'audit.

Membre du groupe consultatif sur les introductions en bourse organisé par la South Asian Federation of Exchanges et les bourses locales.

Membre du groupe directeur de Commonwealth Business Women, Pakistan, 2012.

Lauréate du Life Time Achievement Award 2020 de l'Institute of Chartered Accountants of Pakistan.

Candidat : Ibrahim James Pam

Enquêtes | Analyse | Gestion du risque de fraude

RÉSUMÉ PROFESSIONNEL

Avocat international et enquêteur criminel accompli, doté d'une solide expérience de direction et spécialisé dans les enquêtes sur les crimes de masse, les violations des droits de l'homme, ainsi que sur les fraudes et les crimes financiers, et possédant une vaste expérience des enquêtes administratives et criminelles dans de multiples juridictions du monde entier, pour le compte de bureaux d'enquête nationaux et internationaux. Maîtrise de l'utilisation d'outils d'analyse, de visualisation et de gestion des preuves tels que i2Analyst Notebook, CaseMap, RingTail et GoCase. Excellentes capacités orales et de présentation, ainsi que d'excellentes compétences numériques et interprétatives. Travaille bien sous forte pression avec des délais serrés et est à l'aise avec des équipes multinationales et multiculturelles.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**Fonds vert pour le climat, Songdo, République de Corée***Chef de l'Unité d'intégrité indépendante, novembre 2016 - aujourd'hui*

- A mis en place, dirigé et géré l'unité d'intégrité indépendante, y compris le pouvoir de procéder à des nominations et de gérer le personnel de l'unité ;
- A enquêté sur des cas très médiatisés de violation de l'intégrité, y compris l'inconduite, le harcèlement, la fraude et la corruption, impliquant toute activité du Fonds (y compris les actions des membres de son personnel), les marchés publics du Fonds et les activités (y compris les projets et les programmes) utilisant directement ou indirectement les ressources du Fonds ;
- A élaboré des politiques, procédures et contrôles visant à atténuer les possibilités de violation de l'intégrité et à prendre en compte la lutte contre la corruption et le financement du terrorisme dans les activités du Fonds.
- A développé un outil innovant d'analyse de données par apprentissage automatique pour détecter les signaux d'alerte en matière d'intégrité dans le portefeuille de projets du Fonds, qui représente plus de 33 milliards de dollars dans 197 pays.

Bureau des services de contrôle interne (OIOS, Division des enquêtes), Nations Unies, Juba*Enquêteur résident, Mission des Nations unies au Soudan du Sud (UNMISS) Juin 2015 - octobre 2016**[avec accréditation simultanée auprès de la Force intérimaire des Nations unies pour la sécurité d'Abyei (UNISFA)].*

- A mené des enquêtes complexes en matière d'exploitation et d'abus sexuels, de passation de marchés, d'inconduite et de fraude couvrant trois missions des Nations Unies au Sud-Soudan, à Abyei et en République centrafricaine ;
- Chef adjoint d'une équipe d'enquête sur les abus sexuels qui a mené la plus grande enquête jamais réalisée sur l'exploitation et les abus sexuels commis par des casques bleus dans l'histoire des Nations Unies, en République Centrafricaine en 2016.

- A créé une base de données de gestion des risques intégrée et consultable dans Microsoft Excel, servant de référentiel d'informations et d'outil d'analyse pour la « cartographie des points chauds », ainsi que pour l'analyse prédictive et prescriptive.

Département de l'intégrité et de la lutte contre la corruption (IACD), Banque africaine de développement, Tunis/Abidjan.

Responsable des enquêtes, avril 2012 - avril 2015

- A dirigé et géré une équipe de onze enquêteurs avec différentes spécialisations dans les enquêtes sur les crimes financiers, la fraude, les marchés publics et la corruption.
- A mené les affaires les plus complexes et les plus sensibles de fraude et de corruption, soit liées à des projets financés par la Banque africaine de développement, soit impliquant des fautes graves, telles que le harcèlement sexuel, l'abus d'autorité et l'utilisation abusive des ressources de la Banque.
- A préparé le programme de travail annuel, géré le budget des enquêtes (sous la supervision du directeur), assuré la liaison avec les autres départements de la Banque et établi une coopération avec les institutions régionales et nationales chargées de la responsabilité.

Bureau du Procureur (BdP), Cour pénale internationale, La Haye

Analyste et enquêteur/coordonateur de procès, décembre 2005 - mars 2012

- Chef d'équipe pour l'enquête sur la situation au Darfour ; a mené plus de cinquante entretiens avec des victimes, des suspects, des experts et d'autres témoins dans différentes parties du monde et a produit plus de vingt rapports analytiques sur divers domaines thématiques pertinents pour les enquêtes, ainsi que des supports audiovisuels générés à l'aide de divers logiciels analytiques.
- A trouvé et géré d'importants intermédiaires qui ont servi de relais pour atteindre des témoins essentiels, et géré des relations avec des organisations non gouvernementales et des institutions universitaires crédibles qui ont fourni des liens importants avec des témoins et d'autres sources de preuves.
- Responsable et développeur des connaissances du BdP dans les groupes rebelles du Darfour et de l'est du Tchad. A dirigé l'enquête sur les crimes commis par les groupes rebelles au Darfour, qui a été la première affaire portée par le Procureur dans la situation du Darfour.

PACT Nigeria, Abuja

Coordinateur de programme, septembre 2005 - novembre 2005

- A coordonné le processus de sollicitation et de sélection des bénéficiaires des subventions de l'USAID administrées par le projet.
- A élaboré le plan de travail annuel et le budget des activités, et a veillé à la mise en œuvre en temps voulu des activités du programme de formation, ainsi qu'à l'adaptation et à l'élaboration de manuels de formation pour les consultants locaux.
- A effectué des recherches, des analyses et de la documentation sur les politiques à l'appui des activités du projet, et a élaboré un plan de soutien à long terme en matière de plaidoyer afin de fournir une assistance technique permanente aux activités du projet.

Commission indépendante sur les pratiques de corruption et autres délits connexes, Abuja

Chef des affaires juridiques, juillet 2001 - septembre 2005

- A mené des enquêtes sensibles de haut niveau sur la corruption dans le secteur public.
- Chef de l'unité spéciale du bureau du président, responsable des enquêtes sensibles, de la liaison avec les partenaires internationaux du développement et la société civile, de la négociation des instruments juridiques internationaux, de la planification stratégique et du développement du personnel.
- A représenté le Nigeria en tant que délégué principal au comité ad hoc pour la rédaction de la convention de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption à Addis-Abeba en 2001, et au comité ad hoc pour la rédaction de la convention des Nations Unies contre la corruption à Vienne, 2001-2002.

Commission d'enquête sur les violations des droits de l'homme, Abuja (« Panel Oputa »)

Assistant juridique spécial, avril 2000 - juillet 2001

- A entrepris l'analyse juridique et factuelle de plus de quatre cents pétitions relatives à des violations des droits de l'homme afin de classer les allégations, de procéder à une vérification préliminaire des faits, d'identifier les auteurs présumés et de recommander un plan d'enquête.
- A organisé des équipes d'enquêteurs et a dirigé les enquêtes de conduite pour vérifier les allégations contenues dans les pétitions et a présenté les résultats de l'enquête devant la Commission lors de ses audiences publiques.
- A apporté un soutien juridique et logistique à l'organisation des audiences publiques de la Commission, et a organisé la charge de travail quotidienne pour les audiences publiques.

J Y Pam & Co. (praticiens du droit), Jos

Avocat principal, octobre 1995 - avril 2000

- En tant qu'avocat principal, il a participé à la préparation de l'affaire, à l'analyse des demandes et des preuves juridiques, à la collecte de preuves réfutées, à la préparation des témoins, à leur interrogatoire et à la présentation des arguments.
- A fourni des services juridiques et de secrétariat à des clients, notamment une fondation philanthropique du secteur social enregistrée en vertu de la loi sur les fiduciaires et fournissant des services caritatifs.

Continental Merchant Bank Nigeria Plc, Lagos

Superviseur principal, février 1991 - octobre 1995

- En tant que superviseur au sein du département Crédit et Marketing, affecté à la fonction de financement du commerce en tant que chargé de relations au bureau des crédits à l'exportation, il a géré les relations avec un certain nombre de clients exportateurs, traité les demandes de crédit à l'exportation des clients en préparant des rapports sur les facilités de crédit qui analysent la viabilité du crédit proposé selon des paramètres standard qui examinent la rentabilité, la gestion, la liquidité et la possibilité de commercialisation de la proposition.
- A reçu des félicitations de la direction pour avoir géré de manière crédible un compte séquestre de 1,5 million de dollars à l'étranger.
- A traité des demandes de crédits à l'exportation et d'allocations de devises supplémentaires par le biais du système de garantie des crédits à l'exportation de la Nigerian Export-Import Bank (NEXIM) et de la Banque centrale du Nigeria respectivement.

F. O. Fagbohunge & Co. (praticiens du droit), Lagos

Avocat junior, septembre 1989 - février 1991

- En tant qu'avocat junior, il a entrepris le traitement de première phase des dossiers de clients ayant des affaires criminelles.
- A traité des affaires d'homologation devant la Haute Cour pour l'admission des demandes d'intestat et la délivrance de lettres d'administration.
- A rédigé des actes juridiques et des contrats relatifs à des transactions foncières pour des transactions commerciales et non commerciales.

ÉDUCATION - FORMATION

École d'économie et de sciences politiques de Londres

Master of Science en politique de justice pénale (2005)

École de droit nigériane

Barrister at Law (BL) (1989)

Université de Jos, Nigeria

Licence en droit (LL.B., Hons)

AFFILIATIONS ET AFFECTATIONS

Président du Groupe consultatif externe ad hoc sur la culture de travail pour le Bureau du Procureur, Cour pénale internationale, 2021

Président de la conférence, hôte de la 19^e conférence des enquêteurs internationaux (CII) 2018.

Membre du conseil consultatif de l'Association africaine de droit international (mars 2013 - ce jour)

Expert principal pour le Nigeria au Comité ad hoc de l'Union Africaine pour la négociation de la Convention de l'UA sur la prévention et la lutte contre la corruption, Addis-Abeba, Éthiopie (novembre 2001 et septembre 2002).

Membre du Comité national de coordination de la réforme du secteur de la justice (NCCJSR) (décembre 2002 - juillet 2004)

Chef de l'équipe juridique et délégué du Nigeria auprès du Comité ad hoc des Nations unies pour la négociation de la Convention des Nations Unies contre la corruption, Vienne, Autriche (juin/septembre 2003)

Candidat : Benoit de Schoutheete**INFORMATIONS CLÉS :**

- ❑ Plus de 15 ans d'expérience de haut niveau dans le domaine de la surveillance interne (audits internes, inspections, évaluations, enquêtes et éthique), dans des organisations privées, à but non lucratif et internationales.
- ❑ Solide expertise en matière d'analyse stratégique, de conformité, de gouvernance d'entreprise, de finances, de gestion des risques et de projets informatiques (professionnel certifié SAP/R3 et expertise en MS-Dynamics).
- ❑ Expérience de la gestion de comités d'audit dans des organisations internationales et de la communication efficace avec les principales parties prenantes à tous les niveaux de responsabilité.
- ❑ Bonne connaissance du cadre réglementaire des organisations à but non lucratif (par exemple, les exigences des donateurs) et des normes comptables (IPSAS).
- ❑ Maîtrise en administration des affaires (MBA), auditeur interne certifié (CIA), enquêteur numérique d'entreprise certifié, praticien certifié du suivi et de l'évaluation.
- ❑ Haut niveau de normes éthiques et de professionnalisme, d'intégrité et d'indépendance.
- ❑ Compétences exceptionnelles en matière de leadership et de communication.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE :

- ❑ **ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)** - www.wto.org (depuis septembre 2016)

Chef (Directeur) de l'Office of Internal Oversight (OIO)

- Responsable de : **création/établissement de l'Office of Internal Oversight** chargé des **audits internes, des évaluations, des enquêtes et de l'éthique** (c'est-à-dire dotation en personnel du bureau, rédaction de la charte de surveillance, des politiques de lutte contre la fraude, les représailles et le harcèlement ; établissement de politiques pour les enquêtes, les audits internes et l'éthique ; préparation d'un plan de surveillance interne basé sur les risques, etc.),
- Mener des **audits internes, des évaluations et des enquêtes**, conformément aux normes professionnelles reconnues (c'est-à-dire les Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne, les Directives uniformes pour les enquêtes), aux cadres réglementaires (c'est-à-dire les Règles et règlements de l'OMC) et à la jurisprudence (c'est-à-dire le Tribunal administratif de l'OIT),
- Établir un **cadre de contrôle interne** solide à l'OMC et fournir des conseils pour la **gestion des risques d'entreprise**,
- Tout en garantissant l'indépendance de l'Office of Internal Oversight, faire directement rapport au **Comité du budget, des finances et de l'administration de l'OMC** (sous-comité du Conseil général) **et au Directeur général**,
- Communiquer avec impact avec les principales parties prenantes et proposer des recommandations à valeur ajoutée,
- **Promouvoir l'éthique** au sein de l'Organisation, par le biais de la révision des normes et de la conduite, de la tenue de réunions publiques dédiées et de la mise en place de formations obligatoires (formation à l'éthique, formation à Respect et Harmonie, etc.),
- Représenter l'OMC dans les **forums professionnels** internationaux (par ex : Représentants de l'audit interne (RIAS), des services d'enquête (RIS) et de l'éthique (ENMO) des organisations internationales).

- ❑ **NATIONS UNIES - HAUT COMMISSAIRE AUX RÉFUGIÉS (HCR)** - www.unhcr.org (novembre 2014 - septembre 2016)

Auditeur principal/Inspection (Bureau de l'Inspecteur général)

- **Mener et coordonner des inspections**, et contribuer aux activités fonctionnelles du service d'inspection en fournissant une expertise en matière d'audit interne et d'évaluations,
- Fournir un **soutien au Service des enquêtes**,
- **Renforcer le professionnalisme, l'efficacité et l'efficacités** de la fonction d'inspection par l'adoption d'une approche systématique et la mise en œuvre d'outils et de méthodes de travail d'audit/inspection,
- Établir des **plans d'inspection basés sur les risques**.

- **NATIONS UNIES - UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS (UIT)** - www.itu.int (août 2009 - octobre 2014)

Auditeur interne (Bureau du Secrétaire Général)

- Fournir un soutien à l'organe directeur pour la mise en place du **Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion (CCIG)**,
- Assurer le **soutien du secrétariat du CCIG**,
- Réaliser **des audits financiers, opérationnels, de projets, de SI et de performance (optimisation des ressources)**, conformément aux règles et règlements de l'ONU, et selon les normes promulguées par l'Institut des auditeurs internes (IIA) et les normes comptables internationales des services publics (IPSAS),
- Établir de solides **procédures d'audit** et un **programme d'évaluation de la qualité**,
- Mener des missions d'**enquête**.

- **DELHAIZE** - Entreprise leader de la distribution et du commerce de détail - www.delhaize.be (février à juillet 2009)

Responsable de l'audit interne

- Gérer le département d'audit interne pour la **Belgique, le Luxembourg et l'Allemagne**,
- Mettre en place un **système de gestion des risques d'entreprise** dans les différentes unités commerciales,
- Responsable d'une **équipe de huit (8) auditeurs internes**

- **NATIONS UNIES - PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM)** - www.wfp.org (juin à octobre 2008)

Consultant en audit interne (Département des services de contrôle)

- **Réaliser des audits financiers et opérationnels**, conformément aux normes de l'IIA, de l'ONU et de l'IPSAS,
- Documenter le travail d'audit interne en utilisant des outils spécialisés tels que **Teammate Suite** et **ACL**.

- **HAIN CELESTIAL EUROPE** - Entreprise d'alimentation naturelle et biologique - www.hain-celestial.eu (août 2007 à avril 2008)

Directeur des finances de l'entreprise (ad interim via Robert Half Management Resources)

- **Consolidation** : Coordonner le reporting financier et de gestion pour toutes les entités en Europe. Mettre en œuvre un outil automatisé d'ERP et de consolidation (MS-Dynamics AX 4.0) et documenter les procédures connexes,
- **Conformité SOX** : Maintenir et réviser les procédures et la documentation SOX pour le groupe en Europe,
- **Soutien à la gestion** : Fournir un soutien à la direction générale dans le cadre de projets spécifiques, notamment l'analyse budgétaire, les prévisions, les rapports sur les ventes et

le marketing, l'administration des ressources humaines et l'analyse des acquisitions/investissements.

- Fournir une **analyse et une vision stratégiques** au groupe.

- **CATHOLIC RELIEF SERVICES** - Organisation humanitaire à but non lucratif - www.crs.org (avril 2005 → mars 2007)

Auditeur interne senior - Chef d'équipe

- **Réaliser des audits financiers et opérationnels**, conformément aux normes internationales reconnues et aux normes des donateurs, dans plusieurs programmes nationaux (Philippines, Indonésie, Niger, Angola, Kenya, Équateur, Honduras, Serbie, Kosovo, Macédoine, Bulgarie, Bosnie-Herzégovine),
- **Assurer le leadership**, la supervision et la formation des auditeurs principaux et des auditeurs sur le terrain (équipes de 2-3 auditeurs internes).
- **Donner un avis sur l'adéquation des contrôles internes** et la conformité du programme national audité avec les lois, règlements, politiques et procédures applicables,
- **Soumettre des rapports en temps voulu** sur la base de programmes d'audit documentés. Pour chaque audit, élaborer un cadre d'audit stratégique solide, une méthodologie d'audit et une évaluation de l'environnement de contrôle. Défendre le rapport d'audit et les recommandations auprès de la direction de CRS, du programme national, du responsable de l'audit interne et des auditeurs externes.

- **UMICORE** – Entreprise leader dans le domaine des métaux non ferreux et de la chimie – www.unicore.com (juillet 2001 → avril 2005)

Auditeur interne

- **Missions d'évaluation des risques et d'audit interne** : Développer et mettre en œuvre des systèmes de gestion des risques d'entreprise (y compris l'évaluation des risques et l'auto-évaluation du contrôle. Développer une méthodologie d'audit, conformément au modèle COSO et aux exigences SOX. Réaliser des audits financiers, informatiques et opérationnels pour minimiser les risques de l'entreprise, en mettant l'accent sur l'évaluation des contrôles internes.
- **Évaluations d'entreprises/de projets** : Effectuer des activités de diligence raisonnable, pour plusieurs projets en Europe, en Asie et en Amérique du Sud, afin d'évaluer les risques financiers et de gestion liés aux investissements, aux fusions et aux acquisitions.
- **Chef de projet SAP** : Gestion des implémentations des modules finance, logistique et production chez Umicore Norvège, Australie et Malaisie (en charge d'une équipe de 4 consultants). Les activités du projet ont couvert le cycle complet de la gestion de projet, de l'évaluation/planification au soutien post-mise en œuvre.

- **PRICEWATERHOUSECOOPERS** – Société de conseil en gestion – www.pwc.com (mars 1998 → juin 2001)

Consultant en finances/comptabilité analytique et gestion ERP, pour les clients suivants :

- **Followeb** : Start-up dans le domaine de l'approvisionnement en ligne pour les produits industriels non stratégiques. Les responsabilités comprenaient la conception de tous les processus de comptabilité de gestion et la mise en œuvre des modules SAP R/3 - Comptabilité des frais généraux et Analyse de la rentabilité.
- **Raffineries Tirlemontoises** : Producteur belge de sucre. Les responsabilités du projet comprenaient la refonte de l'évaluation des matériaux et de la comptabilité des centres de coûts, ainsi que la gestion d'une équipe de 4 consultants.
- **Agfa Gevaert** : société leader dans le domaine des produits graphiques et médicaux. Les responsabilités comprenaient la construction d'un modèle comptable, l'analyse et la

réingénierie des processus commerciaux paneuropéens d'AGFA liés aux finances/comptabilité des coûts, et l'intégration entre ces processus et la logistique.

- **General Electric – Power Controls** : Premier fabricant mondial d'alimentations électriques. Les responsabilités du projet consistaient à assurer l'intégration entre les modules SAP FI/CO et SAP MM/SD (logistique) pour un cycle complet de mise en œuvre.

CERTIFICATIONS PROFESSIONNELLES

- Auditeur interne certifié (The Institute of Internal auditors – www.theiia.org/certification)
- Accrédité en évaluation de la qualité de l'audit interne (The Institute of Internal auditors)
- Enquêteur numérique d'entreprise certifié (7Safe - www.7safe.com)
- Praticien certifié en matière de suivi et d'évaluation (Focus on Development)
- Professionnel certifié SAP/R3 - Modules FI/AA/CO (SAP - www.sap.com/services/education/certification)

ÉDUCATION :

1992 → 1997 : **Licence et maîtrise en administration des affaires (MBA)**
Louvain Business School (www.uclouvain.be/en-iag.html) - Université Catholique de Louvain, Belgique Orientation : Finance - Note finale : Grande distinction

Programme d'échange d'étudiants - Maîtrise en administration des affaires (MBA)

École de gestion Anderson (www.anderson.ucla.edu) - Université de Californie à Los Angeles, États-Unis.

1991 → 1992 : **Première année d'agronomie**
Université Catholique de Louvain, Belgique (www.uclouvain.be) - Note finale : Grande distinction

1991 : **Diplômes d'études secondaires français et équatorien**
Lycée français de Quito, Équateur

LANGUES ET DE CONNAISSANCES INFORMATIQUES :

Langues : Anglais, français et espagnol courants - connaissance pratique du néerlandais.

Connaissances informatiques : MS-Office (Excel, Word, Power Point, Access, Project, etc.),
ERP : SAP/R3, MS-Dynamics, Oracle and Workday,
Outils d'audit : Teammate, MEGA, Visio, ACL.

EXPÉRIENCE PERSONNELLE :

2009 - 2016 : Trésorier de l'**Union Royale Belge de Genève** (www.urbg.ch)

Depuis 2003 : membre fondateur d'**El Amanecer**, organisation à but non lucratif offrant une éducation et un soutien à 65 enfants des rues de Tarija, en Bolivie.

AUTRES ACTIVITÉS :

Sports : Plongée sous-marine, ski, trekking.
Hobbies : apiculture, volcanologie.

Candidate : Hélène Rossert

Hélène ROSSERT, MD, MPH.

Maîtrise du français et de l'anglais

Experte en santé communautaire internationale

***Vice-présidente émérite du Conseil du Fonds mondial
Ancienne présidente du comité d'éthique du Fonds mondial***

Domaines d'expertise

- Stratégies de santé communautaire axées sur les populations vulnérables du monde entier
- Conception de projets, mise en œuvre et durabilité des programmes de santé
- Bonne gouvernance et intégrité des projets et programmes sur le VIH/sida
- Gouvernance et fonctionnement de l'instance de coordination nationale du Fonds mondial
- L'approche systémique du Fonds mondial : valeurs fondamentales et fonctionnement
- Développement organisationnel dans le secteur non lucratif du VIH/sida
- Formation et tutorat sur des sujets de santé publique, de bonne gouvernance et d'éthique.

Expérience sur le terrain

- Algérie, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, France, Fidji, Guinée Conakry, Haïti, Laos, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Myanmar, Niger, Roumanie, Sénégal, Afrique du Sud, Thaïlande, Togo, Tunisie, Ukraine et Vietnam.

Expérience professionnelle :

Depuis février 2009 : Consultant indépendant

Extrait des récentes consultations pertinentes

1. En tant que spécialiste de l'évaluation des programmes de santé publique :

- Reddition de comptes des projets individuels et évaluation transversale d'une série de 8 projets établis dans 15 pays différents d'Afrique, d'Asie et d'Europe de l'Est sur les populations clés/VIH et les systèmes de santé financés par Expertise France pendant 3 ans (toutes les subventions complétant le financement du Fonds mondial). 2019-2021. (Responsable d'équipe)
- Évaluation de la performance du programme Expertise France en matière de soutien à la demande du Fonds mondial en 2020 dans 32 pays avec 200 consultants. 2021. (Responsable d'équipe)
- Reddition de comptes des projets individuels et évaluation transversale d'une série de 8 subventions fixées dans 8 pays différents d'Afrique, d'Asie et d'Europe de l'Est sur les populations clés et les groupes vulnérables et les systèmes de santé financés par Expertise France pendant 3 ans (toutes les subventions complétant le financement du Fonds mondial). 2018-2019. (Membre de l'équipe)
- Évaluation des propositions de subventions soumises à Expertise France sur le renforcement du système de santé communautaire pour les bénéficiaires du Fonds mondial 2017, 2018, 2019.

2. En tant que spécialiste des ONG en matière de développement organisationnel, mettant l'accent sur l'inclusion des groupes vulnérables dans leur stratégie

nationale de santé :

- Auteur d'un livre sur l'impact du sida sur la santé communautaire (en cours). Coalition Plus. Paris. À paraître en 2022
- Soutenir la conception d'une planification stratégique pour les groupes d'hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH) en Afrique occidentale et septentrionale, AGCS +. Expertise France. 2019
- Construire un réseau de soins communautaires pour les populations clés confrontées au VIH avec le système de santé national à Maurice. Expertise France. 2018
- Structurer le réseau des organisations HSH d'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord pour se positionner en tant que partenaire du Fonds mondial. Expertise France. 2018
- Renforcer la première organisation de personnes vivant avec le VIH en Tunisie (ATP+). Expertise France. 2017 et 2018.
- Renforcement des capacités d'un réseau de 15 ONG HSH en Afrique pour mieux bénéficier du financement du Fonds mondial. Expertise France. 2017

3. *En tant que spécialiste du Mécanisme de coordination par pays (CCM) du Fonds mondial et de la gouvernance*

- **Évaluation et contribution à la réforme des CCM suivants avec construction de leur fonction de supervision** (avec GMS). 2009-2015
 - Bénin : évaluation du fonctionnement des ONG
 - Mali : évaluation du fonctionnement du CCM
 - Niger : réforme du CCM
 - Tunisie : réforme du CCM
 - Laos : réforme du CCM
 - Haïti : réforme du CCM
 - Mali : réforme du CCM
 - Tunisie : réforme du CCM
 - Fiji : réforme du CCM
 - Cameroun : réforme du CCM.
- **Facilitation de la réforme des circonscriptions africaines pour une meilleure représentation des intérêts africains au conseil du Fonds mondial et co-rédaction du manuel de gouvernance des circonscriptions.** (Responsable d'équipe). GMS. 2012

De novembre 1997 à mai 2007 : **Directeur général de AIDES**

AIDES, la plus importante ONG de lutte contre le VIH/sida en France

AIDES est impliqué dans une approche globale des personnes vivant avec le VIH/sida, incluant la prévention, les politiques de réduction des risques, le dépistage, les soins et les droits de l'homme. AIDES travaille également sur d'autres aspects de la vie quotidienne des personnes vivant avec le VIH dans différents contextes et avec toutes les formes de vulnérabilité.

Réalisation : Mise en place du programme international AIDES qui travaille sur les concepts de durabilité, d'appropriation et de responsabilité par le biais du renforcement des capacités des 27 ONG nationales en Afrique (réseau Afrique 2000) et en Europe de l'Est.

Fonctions antérieures : Directeur du programme VIH au Centre International de l'Enfance et de la Famille à Paris, Fellowship à l'Institut des Politiques de Santé à l'École de Santé Publique de Houston TX, Directeur Exécutif et Directeur de la Prévention à AIDES à Paris, Coordinateur du programme VIH au Centre de Promotion de la Santé à Paris.

Expérience du conseil d'administration

Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme
2003-2005 : Membre du conseil d'administration, représentant du groupe des ONG des pays développés.

Vice-président du Conseil d'administration du Fonds mondial, 2004-2005

Président du comité d'éthique du Fonds mondial.

Président du comité ad hoc Soutien technique au comité de performance et de mise en œuvre des subventions du Fonds mondial, 2004.

Partenariats internationaux pour les microbicides (IPM), basé à Washington DC.

Membre fondateur du conseil d'administration. 2002-2009

Amis du Fonds mondial Europe basé à Paris. Membre fondateur du conseil d'administration et secrétaire. 2005-2007

Membre de droit du conseil d'administration (sans droit de vote) de AIDES, la plus grande ONG française impliquée dans la lutte contre le sida, dont il a été le directeur général de 1997 à 2007.

Éducation

Docteur en médecine. Faculté de médecine de Rouen (France). 1984

Maîtrise en santé publique en organisation des services de santé. École de santé publique. Université du Texas à Houston (USA).1995

Distinctions

2007 : Chevalier français de l'Ordre du Mérite

2005 : Vice-président émérite du conseil d'administration du Fonds mondial

Candidate : Agnieszka Slomka Golebiowska

PROFIL PERSONNEL

- Membre du conseil d'administration motivé et professionnel, Directeur non-exécutif, Conseiller du conseil d'administration aidant les entreprises à respecter leurs engagements en matière de durabilité grâce à des stratégies rentables. Ses expériences dans les services financiers et les industries axées sur le client et basées sur la technologie, ainsi que ses rôles universitaires axés sur la recherche de bonnes pratiques en matière de gouvernance d'entreprise et de responsabilité, lui ont permis d'acquérir une connaissance approfondie de l'évolution des entreprises sur une trajectoire de croissance à long terme. Elle croit fermement que les actions individuelles peuvent servir de catalyseur au changement mondial. Elle est conservatrice et connecte les personnes et les idées. Ses compétences de haut niveau en matière de leadership sont complétées par une expertise dans l'établissement de relations productives avec des personnes de cultures et d'horizons organisationnels divers.
- 15 ans d'expérience approfondie au sein de conseils d'administration de grandes entreprises internationales cotées en bourse et privées, ainsi que d'organisations internationales telles que le PAM des Nations unies (prix Nobel de la paix 2020), y compris la participation active à des comités d'audit, de risque, d'investissement, de rémunération et de nomination dans divers secteurs : services financiers, entreprises technologiques, industries aérospatiales et de défense (A&D) ainsi qu'infrastructures et construction.
- 21 ans d'expertise avérée et une connaissance considérable de l'information financière, de la gestion des risques, du suivi des performances de l'entreprise, de la conduite des opérations de fusion et d'acquisition, de la conception et de la mise en œuvre de la structure de gouvernance et de responsabilité, du développement de la stratégie et de la restructuration dans différents secteurs d'entreprise.
- Formation académique large et distinguée en gouvernance d'entreprise, y compris une spécialisation dans les domaines de l'ESG, de la finance durable, de la gestion des risques, de l'audit interne et de la politique de rémunération des dirigeants ainsi que des relations avec les investisseurs. Auteur de nombreux articles dans des revues du JCR avec un taux d'acceptation de 3-15 %, de livres ainsi que conférencière lors de conférences commerciales et universitaires.

EXPÉRIENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

mBank (groupe Commerzbank AG), Varsovie.

10/2014 -

ce jour

Présidente du conseil d'administration (à partir de mars 2020),

Présidente du comité exécutif, membre du comité des risques, membre du comité d'audit, membre du comité de rémunération.

Ghelamco Invest (Groupe Ghelamco), Varsovie.

01/2020 - ce jour

Présidente du comité d'audit et administrateur non exécutif, membre du conseil d'administration.

Programme alimentaire mondial des Nations Unies - PAM, Rome.

07/2017 - ce jour

Membre du comité d'audit

Fondation Institut polonais de la pensée économique (pro bono)

08/2020 - ce jour

Présidente du conseil d'administration

Budimex (Groupe Ferroviaire), Varsovie.

05/2019 -

6/2021

Administrateur non exécutif, membre du conseil d'administration et membre du comité d'audit.

TransEU, solutions technologiques pour le transport et la logistique, Wrocław.

04/2018 – 09/2019

Vice-présidente du Conseil d'administration.

Banque BPH (groupe GE Capital), Gdansk.

02/2008 –

10/2014

Administrateur non exécutif, membre du conseil d'administration et membre du comité de rémunération, d'audit et d'investissement.

Bumar Ltd. (la plus grande entreprise de défense polonaise, 1 milliard de dollars US),
Varsovie. 09/2006 – 01/2008

Vice-présidente du conseil de surveillance.

EXPÉRIENCE EN ENTREPRISE

Services de conseil dans le domaine du leadership, de la diversité et de l'inclusion,

11/2015 - ce jour

Construire une entreprise durable

Hertie School of Governance, Berlin, Women Leadership in Business Foundation, et
Resource Partners Sp. z o.o., Go Responsible, Longevity Center, Zurich.

Agence de développement industriel (IDA), Varsovie

. 04/2006 -

05/2010

Directeur du département de la privatisation et du département des projets spéciaux

- A dirigé la vente de PZL Mielec à Sikorsky dans le cadre d'un accord strict (prix Forbes pour la privatisation la plus réussie).
- A géré des portefeuilles d'entreprises du secteur de l'aviation et de la défense.

Arthur Andersen, Business Consulting, Varsovie.

09/2000 – 08/2002

Accenture, Copenhague, Danemark.

02/1998 – 07/1998

EXPÉRIENCE UNIVERSITAIRE

École d'économie de Varsovie, Varsovie.

11/2005 – ce jour

Professeur titulaire en gouvernance d'entreprise, Département d'études comparatives
internationales. Recherche sur
gouvernance d'entreprise, efficacité des conseils d'administration, ESG et durabilité.

Westfälische Wilhelms-Universität Münster, Münster, Allemagne. 08/2003 –
06/2004

Professeur assistant, Département d'économie internationale.

Haas Business School, Université de Californie, Berkeley, États-Unis. 08/2001 –
08/2002

Boursière Fulbright invitée par le professeur Oliver Williamson, lauréat du prix Nobel.

CHERCHEUR INVITÉ À : Stern New York University (invité par le professeur Kose John), Ronald Coase Institute à Cambridge (MIT) et Tucson (UOA), Münster, Copenhague (CBS), Birmingham (BBS), Berlin (HSoG), Gênes (UoG - Law School), Vienne (WU), Florence (UniFI) et Oslo (BI).

ÉDUCATION

Harvard Business School & IESE - Programme exécutif. 2016
Value Creation Through Effective Boards, Barcelone, Espagne.

École d'économie de Varsovie - Varsovie, Pologne. Doctorat en économie 10/2002 -
11/2005

Thèse financée par le Centre scientifique national polonais, préparée sous la direction du professeur L. Balcerowicz (Premier ministre et ministre des Finances).

École d'économie de Varsovie - Varsovie. 10/1995 –
06/2000

MA en banque et finance (avec distinction).

MA en Management, Community of European Management Schools - CEMS classé comme l'un des meilleurs programmes en management par le *Financial Times*.

Institut Français de Gestion - Programme MBA, basé à Varsovie. 10/1998 -
06/1999

Copenhagen Business School - Copenhague, Danemark. 08/1997 – 07/1998
Master en affaires internationales, spécialisé dans la gouvernance d'entreprise.

RÉALISATIONS ET ACTIVITÉS BÉNÉVOLES

Prix de la ***personnalité de la gouvernance d'entreprise 2019***.

<https://ceo.com.pl/czlowiekiem-corporate-governance-2019-zostala-agnieszka-slomka-golebiowska-54209>.

Ambassadrice mondiale pour l'entrepreneuriat et l'autonomisation des femmes, Bank of America et Vital Voices Partnership. <https://www.global-ambassadors.org/people/agnieszka-slomka-golebiowska/>

Boards Forum, membre fondateur du Conseil d'experts, en coopération avec PwC et SEG, a contribué à la préparation des meilleures pratiques pour les entreprises publiques en tant que marché des capitaux.

Fondation Women Leadership in Business - concevoir et mener des recherches, présenter leurs résultats sur la manière dont la diversité des sexes contribue à améliorer les résultats des entreprises, lancer des activités pour une meilleure utilisation des talents des femmes dans les affaires.

Civil Development Forum (FOR) - rédaction de documents d'orientation sur la question des marchés bancaires et des capitaux, de la réglementation et de la gouvernance d'entreprise.

Membre de l'Institut polonais des directeurs, oratrice lors de nombreux événements.

LANGUES :

Anglais - courant (TOEFL, SAT, LCCI)

Allemand - maîtrise (certificats de l'Institut Goethe de Düsseldorf)

Polonais - langue maternelle

[Fin du document]